

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقيا  
ΘΣΟΞΞ Θ•IK ΞK •KΟΞK•



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

Communication financière

Résultats 2017



bmcebank.ma

# BMCE BANK OF AFRICA

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE BMCE BANK EN NORMES IAS/IFRS ET NOTES ANNEXES

**31 décembre 2017**

### BMCE BANK

Adresse : 140 Avenue Hassan II, Casablanca  
BP 20 039 Casa Principale  
Tél : 05 22 20 04 92 / 96  
Fax : 05 22 20 05 12  
Capital : 1794 633 900 dirhams  
Swift : bmce ma mc  
Télex : 21.931 - 24.004  
Registre de Commerce : casa 27.129  
CCP : Rabat 1030  
CNSS : 10.2808.5  
Numéro Identification Fiscale : 01085112  
Patente : 35502790

### GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT GROUPE - COMMUNICATION FINANCIÈRE

Tél : 05 22 49 80 03 / 05 22 49 80 04  
Fax : 05 22 26 49 65  
E-mail : relationsinvestisseurs@bmcebank.co.ma

PORTAIL BMCE BANK : [www.bmcebank.ma](http://www.bmcebank.ma)

SITE DU COMMERCE INTERNATIONAL : [www.bmcecommerce.com](http://www.bmcecommerce.com)

PORTAIL BMCE CAPITAL : [www.bmcecapital.com](http://www.bmcecapital.com)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## Communication financière

Résultats 2017



bmcebank.ma

### PERFORMANCE 2017 SOUTENUE PAR LE CORE BUSINESS

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank Of Africa s'est réuni le vendredi 30 mars 2018, sous la Présidence de M. Othman BENJELLOUN, au Siège Social de la Banque, à Casablanca. Il a examiné l'activité de la Banque et du Groupe au terme de l'année 2017 et arrêté les comptes y afférents.

Par ailleurs, le Conseil propose à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de nommer Messieurs Michel LUCAS et Abdou BENSOUDA en tant qu'Administrateurs *Intuitu Personae*. De même, il a pris acte de la nomination de Monsieur Lucien MIARA, Président de la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée, en tant qu'Administrateur de BMCE Bank, représentant la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Groupe Crédit Mutuel-CIC.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des Actionnaires le versement d'un dividende de 5 dirhams par action, lequel sera mis en paiement en juillet 2018.

La brochure des états financiers annuels 2017 aux normes IAS/IFRS est publiée sur le site [www.bmcebank.ma](http://www.bmcebank.ma).

#### ACTIVITÉ SOCIALE

au 31 Décembre 2017

##### Résultat Net

**+12,3%**

1,5 milliard DH

##### PNB

**+1,2%**

6,2 milliards DH

##### Dépôts de la Clientèle - Activité Maroc-

**+5,4%**

128,9 milliards DH

Croissance soutenue de **+12,3%** du Résultat Net de BMCE Bank et stabilisation du Résultat Net Part du Groupe après une année 2016 exceptionnelle en termes d'opérations de marché

PNB porté par les activités de banque commerciale, en hausse de **+6,4%**, grâce aux progressions de la marge d'intérêt (+5%) et des commissions (+14%)

Bank Of Africa, 2<sup>ème</sup> contributeur au résultat consolidé, avec une croissance de **+13%** de son RNPG

Rayonnement à l'international renforcé avec l'ouverture en cours de la première succursale d'une banque marocaine à Shanghai, le Maroc figurant désormais sur l'itinéraire de la "Route de la Soie" - large programme de développement d'infrastructures, de services et d'échanges entre la Chine et près de soixante-dix pays -

BMCE Bank of Africa un des fondateurs du *Positive Impact Finance*, promu par le *Programme des Nations Unies pour l'Environnement*, et ce parmi 20 institutions de par le monde

#### ACTIVITÉ CONSOLIDÉE

au 31 Décembre 2017

##### RNPG

**Stable**

2 milliards DH

##### PNB

**+3%**

13,4 milliards DH

##### Dépôts de la Clientèle

**+5%**

195,2 milliards DH



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## UN CORE BUSINESS SOLIDE

### RESULTATS CONSOLIDES : MAINTIEN DE LA CAPACITE BENEFICIAIRE DU GROUPE

Stabilisation du Résultat Net Part du Groupe au titre de l'exercice 2017 à 2 milliards DH, **lesté par la performance exceptionnelle et non récurrente des activités de marché** enregistrée en 2016.

Diversification des revenus et des bénéfices avec le maintien de la **contribution de l'international** dans le **RNPG** et dans le **PNB** du Groupe à près de **40%** et **48%** respectivement, confirmant ainsi la **portée internationale et continentale** du Groupe, désormais 2<sup>ème</sup> groupe panafricain en termes de présence géographique.

Appréciation du Produit Net Bancaire de près de +3%, s'élevant à 13,4 milliards DH.

Bonne tenue du **Core business** comme en témoignent :

- La progression du PNB issu de l'activité commerciale de +6,4% en consolidé
- Le poids significatif des marges d'intérêts et de commissions à hauteur de 90,5% dans le PNB consolidé du Groupe.

Fortes volontés de rationalisation des coûts d'exploitation avec une **décélération continue depuis 2014** du rythme de croissance des Charges Générales d'Exploitation, passant de +9% à +5% en 2017.

**Efficacité opérationnelle du Groupe BMCE Bank plus agile** à travers le lancement acté du programme d'optimisation durable du coefficient d'exploitation sur 3 ans consistant en l'identification et la mise en œuvre de gisements de rationalisation de charges et d'accélération du PNB.

Hausse du **coût du risque de +11% en 2017** s'établissant à 1,8 milliard DH dans un contexte de stabilisation des encours en souffrance.

Poursuite du renforcement du **taux de couverture** des créances en souffrance, passant de 54% en 2015 à 60% en 2016 et à **63,5% en 2017**.

Hausse de **+2% du Total Bilan consolidé**, passant de 306 milliards DH à 313 milliards DH à fin décembre 2017.

Renforcement de la solidité financière du Groupe avec des **Capitaux Propres consolidés en croissance de +4,7%**, s'établissant à 24,7 milliards DH.

### RESULTATS SOCIAUX : UNE ASSISE CONFORTÉE PAR LE SOCLE DES REVENUS EMANANT DU CŒUR DE METIER

Evolution à deux chiffres du **Résultat Net social de +12,3%**, s'établissant à 1,5 milliard DH.

Progression de **+1,2%** du PNB à fin décembre 2017, **freinée** par la non-réurrence du **résultat des opérations de marché** du fait des performances exceptionnelles enregistrées en 2016.

Evolution satisfaisante de la **marge d'intérêts de +11%** et de la **marge sur commissions de +5%** à fin décembre 2017.

Maîtrise des **charges générales d'exploitation** avec une augmentation limitée de **+3,7%** - soit le niveau de **croissance le plus bas depuis 10 ans-**, confirmant ainsi l'engagement de la Banque en faveur de sa politique d'efficacité opérationnelle.

**Coefficient d'exploitation de 58,3%** justifié par des spécificités inhérentes à BMCE Bank SA en termes **(i) d'investissements considérables pour la structuration du Groupe, (ii) de poursuite du développement du réseau d'agences (+37 agences au Maroc en 2 ans) et (iii) de déploiement de projets structurants** liés à l'exploitation au profit de la productivité.

Quasi-stagnation du **Résultat Brut d'Exploitation de +0,5%** à **2,7 milliards DH**.

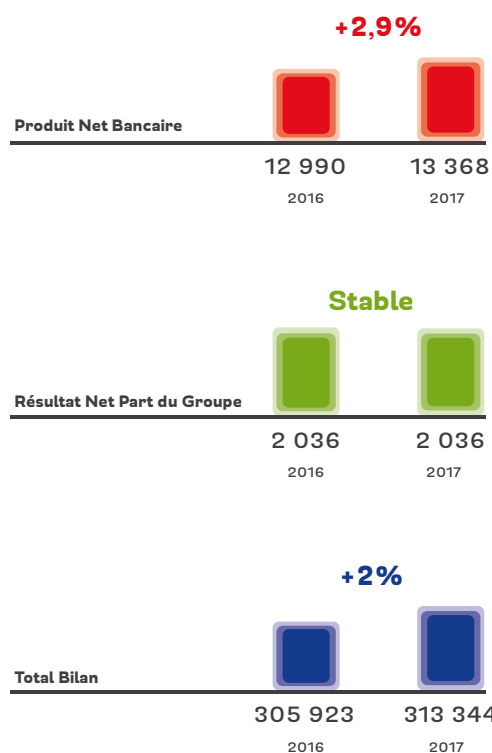
**Baisse du coût du risque social de -25%** à 612 millions DH contre 821 millions DH en 2016.

**Effort de recouvrement** de plus en plus accentué matérialisé par la **hausse significative des reprises de provisions** de +42% à 544 millions DH en 2017.

Evolution des **dépôts globaux de la Banque de +6,4%, vs +5% pour le secteur hors BMCE**, s'établissant à 143 milliards DH engendrant ainsi une part de marché ressources de 15,09%, soit un gain de +16 points de base sur l'année 2017.

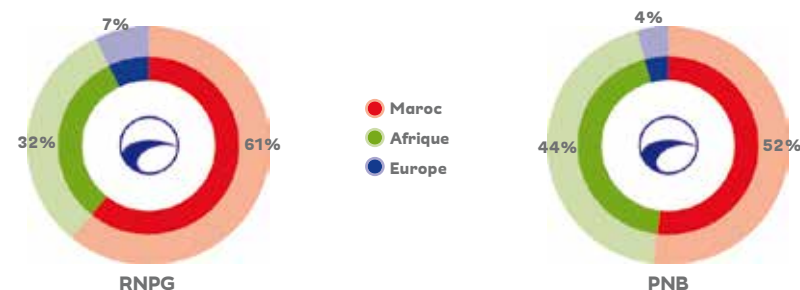
### Comptes Consolidés du Groupe BMCE Bank

En MDH



### Indicateurs de Résultat du Groupe

A fin décembre 2017 par zone géographique



Prochain Rendez-Vous  
**Lundi 2 Avril 2018**  
à 15h30

Rencontre avec les Représentants de la Communauté des Analystes et des Médias : présentation des résultats annuels 2017 du Groupe BMCE Bank Of Africa.

# UNE DYNAMIQUE D'INNOVATION AU SERVICE DU CLIENT

## BANQUE DES PARTICULIERS

### /PROFESSIONNELS : UNE OFFRE PLUS ATTRACTIVE AVEC DE NOUVEAUX PRODUITS ET SERVICES

Mise en place d'une offre avantageuse au profit des **Jeunes Actifs** portant sur le **pack premium** avec notamment une **réduction de 30% les trois premières années**, un **crédit immédiat** Jeunes Actifs conventionné et non conventionné et une offre de crédit immobilier.

Hausse du **chiffre d'affaires Bancassurance** au titre de l'année 2017 de **+11,8%** s'élevant à 2,37 milliards DH.

Appréciation du **stock de cartes monétiques** de **+2%**, à 1,156 million de cartes à fin décembre 2017, et croissance à **deux chiffres du volume de paiement par carte sur le marché domestique** de **+19,5%**, ainsi que sur le volume monétique cross-border des transactions en devises, en hausse de +29,5%.

Conception pour les **Jeunes Professionnels/Entrepreneurs** d'une offre de **banque gratuite pendant 1 an** pour les moins de 35 ans.

Renforcement du **portefeuille de la clientèle privée** de **+44%** avec une amélioration de l'offre dédiée à cette clientèle - carte internationale Mastercard World, offre BMCE Exclusive, cartes BMCE Visa Infinite, et ventes exclusives en partenariat avec des groupes immobiliers de renom-.

Progression des **dépôts des Migrants** de **+5,2%**, tirés essentiellement par les dépôts en comptes chèques (+7,2%) et les comptes sur carnets (+9,8%), ainsi que des évolutions à deux chiffres sur les ouvertures de comptes, les Packages et les produits de bancassurance entre les Campagnes MRE 2016 et 2017.

Mise en place d'une **offre packagée et adaptée, « MRE First »** au profit des **MRE Jeunes Actifs** et lancement du **programme de Fidélité « BMCE FIDELIOS »** afin de renforcer la satisfaction des clients MRE, offrant des avantages pour toutes les opérations de transfert, de change manuel et de transfert par carte.

Extension du réseau de **BMCE Euroservices** en Europe avec l'**ouverture de trois nouvelles agences en Espagne**, et une **agence en cours d'ouverture à Nice**.

Consolidation des services de l'**Agence Directe** avec l'ouverture en ligne des comptes MRE en 2017 et l'élargissement à 5 langues des canaux de distribution mis en place par BMCE Bank.

## BANQUE DE L'ENTREPRISE :

### UN POSITIONNEMENT CONFIRME

Maintien du **positionnement** de la Banque occupant la **2<sup>ème</sup> place en termes de collecte des dépôts** et la **3<sup>ème</sup> place** en termes de distribution des crédits.

**Hausse des dépôts de la Banque de l'Entreprise** de **+7,5%** à près de 35 milliards DH à fin décembre 2017, surperformant le secteur bancaire qui a augmenté de +2,1%.

**Croissance de +9,7%** et de **+7,5%** des **flux à l'export** et des **flux à l'import**, respectivement, contre des progressions de +9,3% et +6,3% au niveau national.

Enrichissement de l'**offre produits des PME** par le lancement (i) d'un **Pack Business Entreprise Maîtrisé** et (ii) **deux nouvelles solutions de Packages Entreprise**, notamment, le **Pack Casablanca Finance City**, dédié à la Clientèle Entreprise bénéficiant du Statut CFC, et le **Pack CM-CIC**, destiné à la Clientèle PME commune avec le Crédit Mutuel-CIC, partenaire et actionnaire étranger de référence de BMCE Bank.

Promotion des **solutions de financements responsables** avec le pré lancement d'une **nouvelle ligne relative à la valorisation des matières résiduelles** et ce, dans le cadre de la stratégie de BMCE Bank de Banque socialement engagée.

Lancement officiel du **Centre d'Expertise et de l'Entrepreneuriat** pour la **TPME** prévu en 2018 afin d'assurer l'accompagnement, le conseil et l'assistance de cette clientèle ayant un projet de création d'entreprise ou de développement de l'activité.

**Promotion des femmes entrepreneurs**, à travers l'organisation par le Club PME d'une **édition spéciale dédiée aux Femmes** réunissant une trentaine de Femmes Cadres, Responsables Financiers, Administratifs ou Dirigeantes de sociétés.

## BANQUE D'AFFAIRES : UNE ANNEE SOUS

### LE SIGNE DU DEVELOPPEMENT

Performance louable pour **BMCE Capital Markets**, malgré un contexte de marché difficile, affichant des revenus de gestion de l'ordre de 600 millions DH à fin décembre 2017.

Clôture sur une note honorable pour **BMCE Capital Bourse** avec un volume enregistré en hausse de **+17,8%** atteignant 18,3 millions DH, lui permettant de consolider son positionnement avec un **part de marché de 14,4%** à fin 2017.

Renforcement des performances de **BMCE Capital Titres** avec une hausse des actifs en conservation de +2% et une **part de marché** de 25% sur les OPCVM.

Consolidation du positionnement de **BMCE Capital Gestion** en tant qu'acteur majeur sur le marché de la gestion d'actifs au Maroc -en dépit d'un contexte d'accroissement de la concurrence- en accumulant plus de 61 milliards DH d'encours sous gestion, soit une part de marché de 15%.

Finalisation par **BMCE Capital Gestion Privée** de projets structurants relatifs au développement de l'activité, notamment, le développement d'un outil de diagnostic patrimonial ainsi que le renouvellement de la certification ISO 9001 version 2015.

Accomplissement de la première opération de titrisation par **BMCE Capital Titrisation**, en faveur d'une importante société de la place.

Réalisation de performances probantes pour **BMCE Capital Solutions**, pionnière des **outsourcers des opérations post trade** des activités de marchés au Maroc avec une hausse de +20% du volume de traitement des opérations, de +28% du nombre de dossiers et de +13% du périmètre traité avec la Salle des Marchés.

## SERVICES FINANCIERS SPECIALISES :

### DE NOUVEAUX RELAIS DE CROISSANCE

#### SALAFIN

Réalisation en cours d'une **opération de fusion-absorption de Taslif par Salafin** qui s'accompagnera d'une augmentation de capital de Salafin réservée aux actionnaires de Taslif, un **rapprochement stratégique** qui représente un **potentiel significatif de création de valeur pour le nouvel ensemble**.

Progression de **+2,9%**, du **Produit Net Bancaire** de Salafin s'établissant à 382 millions DH et de **+1,2%** du **Résultat Net** social à 140 millions DH.

#### MAGHREBAI

Création d'une **succursale à Tanger Free Zone** afin de proposer un financement leasing en devises et hors taxes aux opérateurs économiques de cette zone.

Progression du **Résultat Net** de Maghrebail de **+7%** à 93,3 millions DH, et accroissement des **immobilisations données en crédit-bail** de **+9%** atteignant 11,8 milliards DH, positionnant Maghrebail en 2<sup>ème</sup> opérateur du secteur avec une part de marché de 25,88% à fin 2017.

#### MAROC FACTORING

**Renforcement du dispositif de gestion des risques de crédit, et opérationnels** au sein de Maroc Factoring et amélioration de la qualité des dossiers de crédit.

Baisse de **-35%** du **Résultat Net** de Maroc Factoring s'établissant à 9,8 millions DH en décembre 2017, suite au changement du mode opératoire de la gestion d'affacturage entre BMCE Bank et sa filiale. Maroc Factoring, désormais érigée en Centre d'Expertise Métiers d'affacturage pour les entités du Groupe BMCE Bank of Africa.

#### RM EXPERTS

**Amélioration de l'ensemble des processus régissant l'activité de RM Experts** grâce à la combinaison des dispositifs de relance amiable et procédés de recouvrement forcé, au réalisme des équipes, ainsi qu'à l'affirmation d'une gestion rigoureuse et responsable.

Performances appréciables au titre de l'année 2017 avec un niveau de **402 millions DH de récupérations en capitaux**, une **reprise de provisions globale de plus de 306 millions DH en trend haussier**.

## ACTIVITES A L'INTERNATIONAL :

### UN DEVELOPPEMENT DIVERSIFIE AFFIRME

#### GRUPE BANK OF AFRICA

Croissance de **+13%** du **Résultat Net Part du Groupe consolidé** du Groupe BOA s'élevant à 76 millions € à fin décembre 2017.

Renforcement du **fonds de commerce** de BOA Group, en atteste la hausse de **+13%** du **nombre total de comptes à 3,5 millions de comptes**, et de **+11%** de la **productivité des banques** en termes de nombre moyen de comptes par agence.

Bonne activité commerciale comme en témoignent la hausse de **+3%** de l'encours **des crédits** à **3,9 milliards €** ainsi que la croissance de **+3%** de l'encours **des dépôts** à **5,2 milliards €**.

Extension du réseau d'agences, avec l'**ouverture d'une dizaine d'agences** portant la taille du réseau du Groupe Bank of Africa à plus de **560 agences**.

#### LCB BANK

Lancement par LCB Bank, filiale congolaise du Groupe, du **projet Digital-Banking en collaboration avec GNS Technologies sur le modèle réussi au Maroc avec DAMANE Cash**. La commercialisation des premiers produits et services offerts est en cours sous la marque LCB Cash.

Progression sensible de la **part de marché dépôts de LCB Bank** de **+52 points de base** passant de 12,64% à fin décembre 2016 à 13,06% à fin novembre 2017. Stabilisation de la part de marché crédits entre les deux périodes à 14,56% à fin novembre 2017.

#### BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI

Hausse de **+4,3%** des **crédits clientèle** de la Banque de Développement du Mali -banque leader au Mali- s'établissant à 353 milliards FCFA à fin Décembre 2017, et de **+4,7%** des ressources clientèle à 463,8 milliards FCFA en 2017.

Lancement du produit « **BDM Diasso Transfert** » en **partenariat** avec **BMCE Euroservices** concernant les transferts des Maliens de l'Extérieur.

#### BMCE BANK INTERNATIONAL LONDRES & PARIS

Poursuite par BBI UK de l'**intensification de son activité** dans le cadre de ses **métiers coeurs** et consécration d'efforts importants pour la **mise à niveau de son Système d'Information**.

**Résultat Net** s'élevant à **5,7 millions £** à fin 2017, impacté par un ensemble d'**éléments exceptionnels** liés, notamment, à l'impact de change, au **coût de l'investissement informatique** et aux **contraintes réglementaires fiscales** qui ont pesé sur les bénéfices de la filiale londonienne.

#### BMCE BANK INTERNATIONAL MADRID

Résultats favorables au terme de l'exercice 2017 avec un **résultat net en croissance de +30,7%** à **5,4 millions €** en raison principalement de l'**amélioration sensible du coût du risque de -40%**. L'année 2016 a été marquée par un durcissement de la réglementation espagnole relative au provisionnement des créances au titre de Risque Pays.

Mise en œuvre d'une **stratégie fructueuse** articulée autour de 4 piliers : (i) renforcement des **relations de Correspondent Banking**, (ii) consolidation de l'avantage compétitif sur l'activité **Trade Finance**, (iii) **diversification géographique des engagements**, outre (iv) l'**élargissement des opérations** commerciales dans différentes monnaies.

## RESPONSABILITE SOCIETALE D'ENTREPRISE :

### UN FORT ENGAGEMENT A IMPACT POSITIF

Poursuite des efforts de **développement des compétences de l'équipe pédagogique** de la Fondation BMCE Bank à travers le déploiement d'un **large programme de formation** en faveur notamment des éducateurs, des superviseurs et des enseignants.

Organisation d'un **colloque International sur l'enseignement** préscolaire en collaboration avec le **Ministère de l'Education Nationale** qui a connu un large succès de par la qualité de ses intervenants et l'organisation de ses assises.

**Extension du Réseau de Medersat.com à l'International** avec l'**ouverture prochaine d'une école au Rwanda** dans la province de Kigali, au Sénégal, au Congo-Brazzaville et au Mali.

Développement de l'**enseignement du mandarin dans une école** Medersat.com à Bouskouma en **présentiel** et **dans 3 écoles de Nador par visioconférence** dans le cadre du partenariat avec l'**Institut Confucius et l'Université Hassan II de Casablanca**.

**Obtention du label « éco-école » par 3 nouvelles écoles -Moulay Yacoub, Ouazzane et Nador-** décerné chaque année **par la Fondation Mohammed VI pour l'Environnement** aux écoles publiques qui répondent aux critères définis par le cahier des charges établi à cette fin, portant ainsi à 16 le nombre des écoles Medersat.com ayant obtenu ce label.

Adhésion en janvier 2017 - en tant que membre fondateur - aux « **Principles for Positive Impact Finance** », régissant un **nouveau modèle de financement** basé sur une méthodologie d'identification, d'évaluation, de transparence et de reporting des Financements à Impact Positif (FIP).

Mise en œuvre de l'**approche Financements à Impact Positif (FIP)** dans la **gestion des risques environnementaux et sociaux (E&S)** des financements, ainsi que pour le suivi des performances des produits Verts de la Banque et du **Green Bond**.

Contribution de BMCE Bank au **1<sup>er</sup> lancement en Afrique des Principes de FIP co-organisé par le CFC et UNEP FI**.

**Développement en cours avec la Banque Européenne d'Investissement** d'une ligne « **Efficacité des Ressources** » - énergie, eau, déchets et transport - sur le marché africain.

Signature d'un contrat de prêt de 20 millions d'euros en faveur de la protection de la ressource en eau et de l'adaptation au changement climatique du Maroc, ciblant les industriels privés et les opérateurs publics d'eau potable et d'assainissement.

Signature d'un MOU pour la mise en place d'une ligne de financements « **Women In Business** » dédiée aux femmes entrepreneures, incluant financement, accompagnement et formation.

Formalisation d'une Charte de Responsabilité Sociétale.

1<sup>ère</sup> Banque marocaine adhérent au United Nations Global Compact et partenaire leader du réseau Maroc du Pacte Mondial.

Attribution par le « **African Entrepreneurship Award** » - AEA -, depuis son lancement en 2015, d'un **total de 3 millions \$ à 33 entrepreneurs** issus de **13 pays africains** -Afrique du Nord, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Ouganda, Kenya, Libéria, Maroc, Mozambique, Nigéria, Sénégal, Tanzanie et Rwanda-. En 2018, lancement de la 4<sup>ème</sup> édition avec l'introduction de deux catégories : Sport et Innovation.

**Impact positif** des gagnants des deux premières éditions 2015 et 2016 du programme AEA créant un total de **2 281 emplois**, atteignant **264 000 clients** et évoluant de **4 fois les revenus** grâce au financement du prix et de l'accompagnement en conseil et mentorat.

## CERTIFICATIONS & DISTINCTIONS :

### UNE RECONNAISSANCE CONTINUE

BMCE Bank of Africa désignée, pour la 8<sup>ème</sup> fois, depuis l'année 2000, « **Best Bank in Morocco - Banque Marocaine de l'Année** » par le prestigieux Magazine *The Banker* - Groupe de presse britannique *Financial Times*.

Certification **Top Employer** au Maroc par « **Top Employers Institute** », organisme international de certification de l'excellence des conditions de travail proposées par les employeurs à leurs salariés.

**Première banque** au Maroc certifiée OHSAS 18001 pour la **prévention des risques Santé, Sécurité et Bien-être au travail** par le Bureau Veritas.

Obtention du prix « **Elu Service Client 2018** » et une nette amélioration du taux de satisfaction des clients qui atteint 94% en 2017 versus 81% en 2016.

Prix « **2017 Sustainable Energy Gold Award** » décerné par la BERD dans le cadre de sa 26<sup>ème</sup> Réunion Annuelle et de son Business Forum, sous la thématique « **Cibler la Croissance Verte et Inclusive** ».

« **Most Active Partner in Morocco** » par la BERD dans le cadre de son programme d'aide aux échanges commerciaux.

**Certificat d'Excellence** pour la zone Afrique du Nord du **Gold Sabre Award** pour la **campagne Social Media** du programme « **African Entrepreneurship Award** ».

**Trophée bronze** dans la catégorie « **Best Integral Phygal Campaign** » pour le programme de communication « **Banque Connectée** » qui valorise et médiatise l'ensemble des solutions et services innovants de la Banque.

Distinction pour LCB Bank par le Comité international Socrates, prestigieux organisme britannique *European Business Assembly* (EBA), avec deux **prix internationaux « Best Regional Enterprise »** et « **Best Manager of the Year** ».







LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

Créée en 1959 et privatisée en 1995, BMCE Bank Of Africa est une banque universelle qui offre une palette de produits et services diversifiés à travers un réseau national de près de 733 agences. BMCE Bank Of Africa, troisième banque au Maroc en termes de parts de marché dépôts et crédits, est présente aujourd'hui dans une trentaine de pays en Afrique subsaharienne, en Europe et en Asie.

Les activités du Groupe BMCE Bank Of Africa s'articulent principalement autour des activités de banque commerciale, des services financiers spécialisés, des activités de gestion d'actifs et autres activités de banque d'affaires de même que sur les activités à l'international.

### **Le Groupe BMCE Bank Of Africa au Maroc**

Les activités du Groupe BMCE Bank Of Africa au Maroc intègrent :

- La Banque des Particuliers & Professionnels qui réunit un pool de compétences Marketing, spécialisé par marché - particuliers, professionnels, clientèle privée, migrants.
- La Banque de l'Entreprise qui fédère les PME et les Grandes Entreprises

Il est à préciser que BMCE Bank Of Africa s'est engagée dans un programme de régionalisation visant le rapprochement du centre de décision du client et l'amélioration de l'efficacité commerciale de la Banque. Ainsi, le réseau de distribution de la Banque est désormais organisé par région, fédérant deux filières, à savoir les Particuliers/Professionnels et les Entreprises et disposant d'une large autonomie.

- La Banque d'Affaires, BMCE Capital, est organisée en plusieurs lignes métiers intégrées, à savoir la gestion d'actifs et de patrimoine, l'intermédiation boursière, les activités de marché ainsi que le conseil et l'ingénierie financière.
- Les Filiales Financières Spécialisées dans le but de promouvoir les synergies commerciales et fonctionnelles intra-groupe, les produits desdites filiales ayant vocation à être, pour l'essentiel, commercialisés à travers le Réseau : le crédit à la consommation, le leasing, la bancassurance, le factoring, la location longue durée. Une filiale en charge du recouvrement, RM Experts, a été instituée en 2010.

### **Le Groupe BMCE Bank Of Africa à l'international**

La dimension internationale du Groupe BMCE Bank Of Africa trouve son origine dans la vocation historique tournée vers le commerce extérieur. La Banque s'est très tôt ouverte sur le marché international avec une présence renforcée en Europe. En effet, elle a été la première banque marocaine à ouvrir une Agence à Paris en 1972. Les activités européennes du Groupe sont dirigées par BMCE Bank International Holding (B.I.H) à Londres, Paris et Madrid, constituant la plate-forme du Groupe en Europe au service des investissements en Afrique.

En outre, la Banque dispose d'une vingtaine de bureaux de représentation dédiés notamment à l'activité des Marocains Résidant à l'Étranger. A cet effet, la Banque a créé BMCE Euroservices, une entité en charge de cette activité en synergie avec le Réseau Maroc et ce dans le cadre de la réorganisation de la plateforme Europe.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa s'est également orienté vers le marché Africain dès la fin des années 80, suite à la contribution au redressement de la Banque de Développement du Mali, la première banque du pays, détenue à hauteur de 32,4%.

Pareillement, au Congo Brazzaville, le Groupe BMCE Bank Of Africa a pris, en 2003, une participation de 37% dans La Congolaise de Banque qu'elle a restructurée et positionnée en leader incontesté dans son secteur.

Le développement du Groupe BMCE Bank Of Africa s'est accéléré en 2008, suite à l'acquisition d'une participation de 35% dans le capital du Groupe Bank of Africa présent dans une quinzaine de pays. Cette participation est ramenée aujourd'hui à près de 72,85% du Groupe bancaire panafricain.

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

# Sommaire

<b>I. BILAN CONSOLIDÉ, COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ, ETAT DU RESULTAT NET, VARIATION DES CAPITAUX PROPRES ET TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET RESUME DES NORMES COMPTABLES</b>	<b>8</b>
1.1. Bilan consolidé	8
1.2. Compte de résultat consolidé	9
1.3. État du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	9
1.4. Variation des capitaux propres	10
1.5. Tableaux des flux de trésorerie au 31 décembre 2017	11
1.6. Résumé des principes comptables appliqués par le Groupe	12
<b>II. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>20</b>
2.1. Marge d'intérêts	20
2.2. Commissions nettes	20
2.3. Gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat	21
2.4. Gains nets sur actifs financiers disponibles à la vente	21
2.5. Produits et charges des autres activités	21
2.6. Coût du risque	22
2.7. Gains et pertes nets sur les autres actifs	23
2.8. Impôt sur les bénéfices	23
2.9. Charges générales d'exploitation	23
<b>III. INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	<b>24</b>
3.1. Résultat par secteur opérationnel	24
3.2. Actifs et passifs par secteur opérationnel	24
3.3. Informations par secteur géographique	25
<b>V. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>26</b>
4.1. Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	26
4.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	26
4.3. Actifs financiers disponible à la vente	27
4.4. Opérations interbancaires, créances et dettes sur établissements de crédit	27
4.5. Prêts, créances et dettes sur la clientèle	27
4.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	28
4.7. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	29
4.8. Impôts courants et différés	29
4.9. Comptes de régularisation, actifs et passifs divers	29
4.10. Participations dans les sociétés mises en équivalence	30
4.11. Immobilisations de placement et d'exploitation	30
4.12. Ecarts d'acquisition	31
4.13. Provision pour risques et charges	32
4.14. Transferts d'actifs financiers	33
4.15. Juste valeur	33
<b>V. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE</b>	<b>36</b>
5.1. Engagements de financement	36
5.2. Engagements de garantie	36
<b>VI. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL</b>	<b>36</b>
6.1. Descriptif de la méthode d'évaluation	36
6.2. Synthèse des provisions et description des régimes existants	36
<b>VII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>37</b>
7.1. Evolution du capital et résultat par action	37
7.2. Périmètre de consolidation	37
7.3. Rémunération et avantages accordés aux principaux dirigeants	37
7.4. Relations avec les autres parties liées	38
7.5. Contrats de location	38
<b>VIII. NOTE SUR LES RISQUES</b>	<b>41</b>
8.1. Dispositif de gestion des risques	41
8.2. Risque de crédit	41
8.3. Dispositif de notation	42
8.5. Dispositif de contrôle et de surveillance des risques de crédit	47
8.6. Descriptif du dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt	48
8.7. Risque de marché	49
8.8. Risque opérationnel	51





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## I. BILAN CONSOLIDE, COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE, ETAT DU RESULTAT NET, VARIATION DES CAPITAUX PROPRES ET TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET RESUME DES NORMES COMPTABLES

### 1.1. BILAN CONSOLIDE

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 ont été approuvés par le Conseil d'Administration tenu en date du 30 mars 2018.

ACTIF IFRS	NOTES	déc-17	déc-16
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4.1	15 497 685	12 155 637
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.2	34 002 616	38 890 923
Instruments dérivés de couverture		-	2 938
Actifs financiers disponibles à la vente	4.3	10 531 128	8 317 725
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	4.4	25 177 051	21 221 229
Prêts et créances sur la clientèle	4.5	183 814 990	179 774 222
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	4.7	23 016 078	25 136 170
Actifs d'impôt exigible	4.8	855 725	414 191
Actifs d'impôt différé	4.8	793 123	521 548
Comptes de régularisation et autres actifs	4.9	6 095 077	6 440 776
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	4.10	643 037	631 268
Immeubles de placement	4.11	3 824 439	3 746 146
Immobilisations corporelles	4.11	7 302 800	6 988 825
Immobilisations incorporelles	4.11	937 808	828 970
Ecarts d'acquisition	4.12	852 310	852 310
<b>TOTAL ACTIF IFRS</b>		<b>313 343 867</b>	<b>305 922 878</b>

(En milliers de DH)

PASSIF IFRS	NOTES	déc.-17	déc-16
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.2	1 768 686	2 098 276
Instruments dérivés de couverture		6 008	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	4.4	44 958 940	49 708 268
Dettes envers la clientèle	4.5	198 783 598	190 050 335
Titres de créance émis	4.6	15 101 490	13 186 303
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt courant	4.8	740 856	641 287
Passifs d'impôt différé	4.8	1 598 944	1 198 242
Comptes de régularisation et autres passifs	4.9	13 419 677	14 278 900
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions pour risques et charges	4.13	832 490	685 204
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	-
Dettes subordonnées	4.6	11 448 754	10 493 376
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>288 659 443</b>	<b>282 340 191</b>
<i>Capital et réserves liées</i>		<i>13 748 403</i>	<i>13 299 090</i>
<i>Réserves consolidées</i>		<i>-</i>	<i>-</i>
<i>- Part du Groupe</i>		<i>2 427 415</i>	<i>2 934 250</i>
<i>- Part des minoritaires</i>		<i>4 625 624</i>	<i>4 520 991</i>
Gains ou pertes latents ou différés, part du Groupe		495 942	-9 794
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires		543 259	3 323
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<i>- Part du Groupe</i>		<i>2 036 321</i>	<i>2 036 186</i>
<i>- Part des minoritaires</i>		<i>807 460</i>	<i>798 641</i>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b>		<b>24 684 424</b>	<b>23 582 687</b>
<b>TOTAL PASSIF IFRS</b>		<b>313 343 867</b>	<b>305 922 878</b>

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## 1.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	NOTES	déc-17	déc-16
Intérêts et produits assimilés		14 895 644	14 505 242
Intérêts et charges assimilés		-5 220 279	-5 259 644
<b>MARGE D' INTERÊTS</b>	<b>2.1</b>	<b>9 675 365</b>	<b>9 245 598</b>
Commissions perçues		2 732 308	2 572 675
Commissions servies		-315 612	-455 730
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>2.2</b>	<b>2 416 696</b>	<b>2 116 945</b>
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.3	506 845	982 990
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	2.4	228 257	229 923
<b>RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE</b>		<b>735 102</b>	<b>1 212 913</b>
Produits des autres activités	2.5	1 036 084	884 515
Charges des autres activités	2.5	-495 692	-469 956
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>13 367 555</b>	<b>12 990 015</b>
Charges générales d'exploitation	2.9	-7 015 278	-6 678 453
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	2.9	-747 408	-696 947
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>5 604 869</b>	<b>5 614 615</b>
Coût du risque	2.6	-1 794 180	-1 616 531
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>3 810 689</b>	<b>3 998 084</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		12 827	103 652
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.7	14 815	-111 741
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-31 514
<b>RESULTAT AVANT IMPÔTS</b>		<b>3 838 331</b>	<b>3 958 481</b>
Impôts sur les bénéfices	2.8	-994 550	-1 123 654
<b>RESULTAT NET</b>		<b>2 843 781</b>	<b>2 834 827</b>
Résultat hors groupe		807 460	798 641
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>2 036 321</b>	<b>2 036 186</b>
Résultat par Action (EN MAD)		11,35	11,35
Résultat dilué par Action (EN MAD)		11,35	11,35

(En milliers de DH)

## 1.3. ÉTAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	déc-17	déc-16
<b>Résultat net</b>	<b>2 843 781</b>	<b>2 834 827</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat</b>	<b>1 098 161</b>	<b>-79 054</b>
Écarts de conversion	-31 826	-4 909
Actifs financiers disponibles à la vente	1 129 987	-74 145
<b>Écarts de réévaluation</b>	<b>1 129 987</b>	<b>-74 145</b>
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-49 166	0
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-49 166	0
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>1 048 995</b>	<b>-79 054</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>3 892 776</b>	<b>2 755 773</b>
Part du groupe	2 542 057	1 960 805
Part des intérêts minoritaires	1 350 719	794 968

(En milliers de DH)

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### 1.4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres clôture 31.12.2015 corrigés</b>	1 794 634	11 104 784	0	4 057 036	65 587	17 022 041	5 087 511	22 109 552
Changement de méthodes comptables						0		0
<b>Capitaux propres clôture 31.12.2015 corrigés</b>	1 794 634	11 104 784	0	4 057 036	65 587	17 022 041	5 087 511	22 109 552
Opérations sur capital		399 672		-399 672		0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres						0		0
Dividendes				-947 308		-947 308	-455 689	-1 402 997
<b>Résultat de l'exercice</b>				<b>2 036 186</b>		<b>2 036 186</b>	<b>798 641</b>	<b>2 834 827</b>
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					-70 472	-70 472	-3 673	-74 145
Ecarts de conversion					-4 909	-4 909		-4 909
Gains ou pertes latents ou différés	0	0	0	0	-75 381	-75 381	-3 673	-79 054
Variation de périmètre				94 400		94 400	-68 140	26 260
Autres variations				129 794		129 794	-35 695	94 099
<b>Capitaux propres clôture 31.12.2016 corrigés</b>	1 794 634	11 504 456	0	4 970 436	-9 794	18 259 732	5 322 955	23 582 687
Changement de méthodes comptables						0		0
<b>Capitaux propres clôture 31.12.2016</b>	1 794 634	11 504 456	0	4 970 436	-9 794	18 259 732	5 322 955	23 582 687
Opérations sur capital		449 313		-449 313		0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres						0		0
Dividendes				-897 317		-897 317	-523 494	-1 420 811
<b>Résultat de l'exercice</b>				<b>2 036 321</b>		<b>2 036 321</b>	<b>807 460</b>	<b>2 843 781</b>
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					-408 252	-408 252	442 957	34 705
Ecarts de conversion					-31 826	-31 826		-31 826
Gains ou pertes latents ou différés	0	0	0	0	-440 078	-440 078	442 957	2 879
Variation de périmètre				-92 449		-92 449	25 910	-66 539
Autres variations				-158 128		-158 128	-99 445	-257 573
<b>Capitaux propres clôture 31.12.2017</b>	1 794 634	11 953 769	0	5 409 550	-449 872	18 708 081	5 976 343	24 684 424

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## 1.5. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2017

### 1.5.1. Tableau des flux de trésorerie

	Notes	déc-17	déc-16
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>3 838 331</b>	<b>3 958 481</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2,9	747 408	696 947
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	31 514
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		-16 898	-39 470
+/- Dotations nettes aux provisions	2,6	561 456	1 633 772
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	4,10	-12 827	-103 652
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		-930 281	-1 061 663
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		-	-
+/- Autres mouvements		-1 406 990	-541 722
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>		<b>-1 058 132</b>	<b>615 726</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés		2 079 434	59 915
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		2 736 592	-1 497 240
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		9 438 124	-3 358 590
<i>Dont Flux liés aux autres opérations affectant Actifs financiers à la juste valeur par résultat et Placements détenus jusqu'à leur échéance</i>		<i>5 563 288</i>	<i>-2 216 271</i>
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-1 645 793	701 528
- Impôts versés		-1 401 950	-560 317
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>11 206 408</b>	<b>-4 654 704</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle</b>		<b>13 986 607</b>	<b>-80 497</b>
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente		-1 166 373	-1 425 337
+/- Flux liés aux immeubles de placement	4,11	-81 056	-728 257
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	4,11	-372 909	-1 003 781
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-1 620 338</b>	<b>-3 157 375</b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		-1 425 511	-1 088 198
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		2 950 430	6 291 591
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>1 524 919</b>	<b>5 203 393</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		434 796	-233 206
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>14 325 984</b>	<b>1 732 315</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		7 689 262	5 956 947
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	12 155 637	10 403 196
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		-4 466 375	-4 446 249
<i>Dont Prêt et Emprunt de trésorerie JJ</i>		<i>-1 153 270</i>	<i>-2 877 349</i>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>22 015 246</b>	<b>7 689 262</b>
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	15 497 685	12 155 637
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		6 517 561	-4 466 375
<i>Dont Prêt et Emprunt de trésorerie JJ</i>		<i>3 016 602</i>	<i>-1 153 270</i>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>		<b>14 325 984</b>	<b>1 732 315</b>

(En milliers de DH)

	Notes	déc-17	déc-16
Dividendes reçus	2,4	228 662	240 014
Dividendes versés	1,5	-1 420 811	-1 402 997
Intérêts perçus		12 337 665	12 532 242
Intérêts payés		-3 878 943	-3 771 219

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## 1.6. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

### 1.6.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

### 1.6.2. Principes de consolidation

#### a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent les conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère.
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

#### b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2017, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

#### c. Les règles de consolidation

Les États financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

#### Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

#### Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

#### d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

##### Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation en charges.

##### Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

##### Ecart d'acquisition

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

##### Evaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2017, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité, la juste valeur étant le prix de vente d'une UGT à des conditions normales de marché.





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

#### Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du groupe.

### 1.6.3. Actifs et passifs financiers

#### a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### b. Titres

##### Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

##### Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat

de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Un instrument est désigné à la juste valeur par résultat uniquement quand ces conditions sont respectées :

- La désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait s'il en était autrement
- Un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux est géré, et sa performance évaluée, sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion de risques ou d'investissement.
- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte (voir appendice A, paragraphes AG30 et AG33);

Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sur les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur sont comptabilisées en pertes ou gains dans le compte de résultat.

Les intérêts sont comptabilisés dans les produits d'intérêts et charges d'intérêts tandis que les dividendes sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation quand le droit au paiement est établi.

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

En 2013, la banque a émis un emprunt à l'international de 300 millions de dollars à taux fixe. Cet emprunt est couvert par un swap de même caractéristiques que ceux de l'emprunt (un taux fixe contre un taux variable). Cette opération est qualifiée de couverture de juste valeur. L'emprunt et le swap sont ainsi valorisés à la juste valeur par résultat.

##### Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

##### Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêt, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

### Acquisitions et cessions temporaires

#### Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

#### Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

#### Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

### c. Opérations en devises

#### Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

#### d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

##### Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

Créances individuellement significatives : Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclasserment approprié à chaque classe homogène des risques.

#### Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt. Cette analyse permet d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou du Pôle Risques Groupe peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch list qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

» tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

#### **Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)**

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégré sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

#### **Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente**

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, les critères de dépréciation retenus se déclinent comme suit :

- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière du titre
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à la suite de difficultés financières des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le Groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.

#### **Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »**

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

#### **e. Dettes émises représentées par un titre**

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE BANK et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

#### **f. Actions propres**

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE BANK SA et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 31 décembre 2017, le Groupe ne détient pas d'actions propres.

#### **g. Instruments dérivés**

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

#### **h. Evaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».**

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (modèles internes d'évaluation présentés dans la note 4.15 sur la juste valeur).

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

#### j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

#### k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

#### l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

### 1.6.4. Immobilisations

#### a. Immobilisations Corporelles

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

#### Matrice de décomposition retenue par BMCE BANK

	Immeubles : Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

#### Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

#### b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le Groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté par le biais de cabinets externes (4.15 sur la juste valeur).

#### c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

#### 1.6.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

##### a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

###### Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

###### Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

##### b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

###### Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

###### Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

#### 1.6.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2017 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

#### 1.6.7. Avantages au personnel

##### Classification des avantages au personnel

###### a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

###### b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

###### c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

###### d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

#### Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

##### a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

##### b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en Frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

##### 1.6.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE BANK sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

##### 1.6.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

##### 1.6.10. Impôt exigible et différé

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

#### 1.6.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

#### 1.6.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des États financiers du Groupe exige des responsables des métiers la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des États financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les États financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## II. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2017

### 2.1. MARGE D'INTERETS

Le poste « Marge d'intérêts » comprend les produits (charges) d'intérêts nets liés aux opérations avec la clientèle, aux opérations interbancaires, aux titres de créance émis par le Groupe, au portefeuille de négoce (titres à revenu fixe, opérations de pension, opérations de prêts/emprunts et dettes représentées par un titre), aux actifs disponibles à la vente et aux actifs détenus jusqu'à l'échéance.

	déc-17			déc-16		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>10 861 834</b>	<b>2 829 142</b>	<b>8 032 692</b>	<b>10 346 197</b>	<b>3 163 407</b>	<b>7 182 790</b>
Comptes et prêts/emprunts	10 168 896	2 698 581	7 470 315	9 688 738	3 062 214	6 626 524
Opérations de pensions		130 561	-130 561		101 193	-101 193
Opérations de location-financement	692 938		692 938	657 459		657 459
<b>Opérations interbancaires</b>	<b>915 842</b>	<b>1 320 489</b>	<b>-404 647</b>	<b>825 329</b>	<b>1 292 729</b>	<b>-467 400</b>
Comptes et prêts/emprunts	682 078	1 257 872	-575 794	606 763	1 172 157	-565 394
Opérations de pensions	233 764	62 617	171 147	218 566	120 572	97 994
<b>Emprunts émis par le Groupe</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Instruments de couverture de résultats futurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Portefeuille de transactions</b>	<b>1 469 297</b>	<b>1 070 648</b>	<b>398 649</b>	<b>1 908 668</b>	<b>803 508</b>	<b>1 105 160</b>
Titres à revenu fixe	1 469 297	664 645	804 652	1 908 668	463 711	1 444 957
Opérations de pensions			0			0
Prêts/emprunts			0			0
Dettes représentées par un titre	0	406 003	-406 003	0	339 797	-339 797
<b>Actifs disponibles à la vente</b>			<b>0</b>			<b>0</b>
<b>Actifs détenus jusqu'à échéance</b>	<b>1 648 671</b>		<b>1 648 671</b>	<b>1 425 048</b>		<b>1 425 048</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 895 644</b>	<b>5 220 279</b>	<b>9 675 365</b>	<b>14 505 242</b>	<b>5 259 644</b>	<b>9 245 598</b>

(En milliers de DH)

### 2.2. COMMISSIONS NETTES

	déc-17			déc-16		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Commissions nettes sur opérations</b>	<b>1 999 586</b>	<b>121 990</b>	<b>1 877 596</b>	<b>1 900 141</b>	<b>242 909</b>	<b>1 657 232</b>
avec les établissements de crédit			-			-
avec la clientèle	1 534 862		1 534 862	1 336 588		1 336 588
sur titres	219 209	43 129	176 080	267 138	112 548	154 590
de change	245 515	78 861	166 654	296 415	130 361	166 054
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan			-			-
<b>Prestation de services bancaires et financiers</b>	<b>732 722</b>	<b>193 622</b>	<b>539 100</b>	<b>672 534</b>	<b>212 821</b>	<b>459 713</b>
Produits nets de gestion d'OPCVM			-			-
Produits nets sur moyen de paiement	355 604	72 706	282 898	365 244	55 540	309 704
Assurance			-			-
Autres	377 118	120 916	256 202	307 290	157 281	150 009
<b>Produits nets de commissions</b>	<b>2 732 308</b>	<b>315 612</b>	<b>2 416 696</b>	<b>2 572 675</b>	<b>455 730</b>	<b>2 116 945</b>

(En milliers de DH)

La marge sur commissions recouvre les commissions sur les opérations sur le marché interbancaire et le marché monétaire, les opérations avec la clientèle, les opérations sur titres, les opérations de change, les engagements sur titres, les instruments financiers à terme et les services financiers.



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

### 2.3. GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

	déc-17			déc-16		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Titres à revenu fixe et variable	499 400		499 400	976 350		976 350
Instruments financiers dérivés	7 098	347	7 445	6 746	-106	6 640
Opérations de pension						
Prêts						
Emprunts						
Réévaluation des portefeuilles couverts en taux						
Réévaluation des positions de change						
<b>TOTAL</b>	<b>506 498</b>	<b>347</b>	<b>506 845</b>	<b>983 096</b>	<b>-106</b>	<b>982 990</b>

(En milliers de DH)

Ce poste regroupe tous les éléments de résultat (à l'exception des produits et charges d'intérêts, qui apparaissent dans la rubrique « Marge d'intérêts », ainsi qu'il est décrit ci-dessus) afférents aux instruments financiers gérés au sein du portefeuille de négoce.

Ceci recouvre les plus-values et moins-values de cessions, les plus-values et moins-values liées à l'évaluation à la valeur de marché, ainsi que les dividendes des titres à revenu variable.

### 2.4. GAINS NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Ce poste comprend notamment :

- les dividendes et autres revenus provenant des actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les dotations pour dépréciation liées à la perte de valeur des titres à revenu variable, classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente.

	déc-17	déc-16
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
plus ou moins values de cession		
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>228 257</b>	<b>229 923</b>
Produits de dividendes	228 662	240 014
Charges de dépréciation	0	-10 091
Plus-values nettes de cession	-405	0
<b>TOTAL</b>	<b>228 257</b>	<b>229 923</b>

(En milliers de DH)

### 2.5. PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	déc-17			déc-16		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'activité d'assurance	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immobilisations en location simple	284 277	120 712	163 565	270 114	111 298	158 816
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	-	-	-	-	-	-
Divers autres produits et charges bancaires	269 334	294 523	-25 189	258 049	96 299	161 750
Autres produits d'exploitation non bancaires	482 473	80 457	402 016	356 352	262 359	93 993
<b>TOTAL NET DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES</b>	<b>1 036 084</b>	<b>495 692</b>	<b>540 392</b>	<b>884 515</b>	<b>469 956</b>	<b>414 559</b>

(En milliers de DH)

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## 2.6. COUT DU RISQUE

La rubrique « Coût du risque » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de crédit et de contrepartie et litiges inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux dépréciations ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

### Coût du risque de la période

	déc-17	déc-16
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>-2 964 249</b>	<b>-2 355 213</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-2 778 762	-2 310 117
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-38 106	-8 643
Autres provisions pour risques et charges	-147 381	-36 453
<b>Reprises de provisions</b>	<b>2 402 843</b>	<b>721 441</b>
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	2 231 922	669 887
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	0	0
Reprises des autres provisions pour risques et charges	170 921	51 554
<b>Variation des provisions</b>	<b>-1 232 774</b>	<b>17 241</b>
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-1 268 763	-11 102
Décote sur les produits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	35 989	28 343
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
<b>COÛT DU RISQUE</b>	<b>-1 794 180</b>	<b>-1 616 531</b>

(En milliers de DH)

### Coût du risque de la période

	déc-17	déc-16
Dotations nettes aux dépréciations	-561 406	-1 633 772
Récupérations sur créances amorties	35 989	28 343
Créances irrécouvrables provisionnées	-1 268 763	-11 102
<b>TOTAL DU COÛT DU RISQUE DE LA PÉRIODE</b>	<b>-1 794 180</b>	<b>-1 616 531</b>

(En milliers de DH)

### Coût du risque de la période par nature d'actifs

	déc-17	déc-16
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle	-1 779 614	-1 622 989
Actifs financiers disponibles à la vente		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Instruments financiers des activités de marché		
Autres actifs		
Engagements par signature et divers	-14 566	6 458
<b>TOTAL DU COÛT DU RISQUE DE LA PÉRIODE</b>	<b>-1 794 180</b>	<b>-1 616 531</b>

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## 2.7. GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

	déc-17	déc-16
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0	0
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Titres de capitaux propres consolidés	0	0
Plus-values de cession		0
Moins-value de cession	0	0
Autres	14 815	-111 741
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>14 815</b>	<b>-111 741</b>

(En milliers de DH)

## 2.8. IMPOTS SUR LES BENEFICES

### 2.8.1. Impôts courants et impôts différés

	déc-17	déc-16
Impôts courants	855 725	414 191
Impôts différés	793 123	521 548
<b>Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>1 648 848</b>	<b>935 739</b>
Impôts courants	740 856	641 287
Impôts différés	1 598 944	1 198 242
<b>Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>2 339 800</b>	<b>1 839 529</b>

(En milliers de DH)

### 2.8.2. Charge nette de l'impôts sur les bénéfices

	déc-17	déc-16
Charge d'impôts courants	-1 063 443	-1 078 191
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	68 893	-45 463
<b>Charges nette de l'impôt sur les bénéfices</b>	<b>-994 550</b>	<b>-1 123 654</b>

(En milliers de DH)

### 2.8.3. Le taux effectif d'impôt

	déc-17	déc-16
Résultat net	2 843 782	2 834 827
Charges d'impôt sur les bénéfices	-994 550	-1 123 654
<b>Taux d'impôt effectif moyen</b>	<b>35,0%</b>	<b>39,6%</b>

(En milliers de DH)

### Analyse du taux effectif d'impôt

	déc-17	déc-16
Taux d'impôt en vigueur	37,0%	37,0%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères		
Imposition forfaitaire		
Différences permanentes		
Changement de taux		
Déficit reportable		
Autres éléments	-2,0%	2,6%
<b>Taux d'impôt effectif moyen</b>	<b>35,0%</b>	<b>39,6%</b>

(En milliers de DH)

## 2.9 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	déc-17	déc-16
Charges de personnel	3 698 510	3 511 125
Impôts et taxes	122 816	120 407
Charges externes	1 616 331	1 585 442
Autres charges générales d'exploitation	1 577 621	1 461 479
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	747 408	696 947
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>7 762 686</b>	<b>7 375 400</b>

(En milliers de DH)

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

### III. INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information comptable et financière au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est déclinée en quatre pôles d'activité :

- **Banque au Maroc** : ce domaine regroupe BMCE Bank Activité Maroc.

- **Gestion d'actifs et Banque d'affaires (GABA)** : ce domaine regroupe la banque d'affaires (BMCE Capital), la société de bourse (BMCE Capital Bourse), et la société de gestion d'actifs (BMCE Capital Gestion).

- **Services Financiers Spécialisés** : ce domaine regroupe la société de crédit à la consommation (SalaFin), la société de crédit-bail (Maghrébaïl), la société d'affacturage (Maroc Factoring), la société de recouvrement, (RM Experts) et la société d'assurance-crédit (Acmar),

- **Activités à l'international** : ce domaine regroupe BMCE Bank International Holding, Bank Of Africa, LCB Bank et la Banque de Développement du Mali.

#### 3.1. Résultat par secteur opérationnel

	déc-17					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIFS ET BANQUE D'AFFAIRES	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'intérêts	4 196 358	45 549	723 380	-17 713	4 727 791	9 675 365
Marge sur commissions	1 108 878	169 119	15 322	0	1 123 377	2 416 696
Produits nets bancaires	5 704 128	364 293	752 916	146 951	6 399 267	13 367 555
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-3 366 046	-281 741	-227 367	-89 695	-3 797 837	(7 762 686)
Résultat Brut d'exploitation	2 338 082	82 552	525 549	57 256	2 601 430	5 604 869
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-556 552	-51 216	-162 388	-16 732	-207 662	( 994 550)
Résultat Part du groupe	973 512	121 063	179 094	-28 253	790 905	2 036 321

(En milliers de DH)

	déc-16					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIFS ET BANQUE D'AFFAIRES	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'intérêt	3 645 136	69 037	761 297	-16 351	4 786 479	9 245 598
Marges sur commissions	1 030 566	169 988	12 501	0	903 890	2 116 945
<b>Produits nets bancaires</b>	<b>5 525 326</b>	<b>393 864</b>	<b>784 994</b>	<b>142 682</b>	<b>6 143 149</b>	<b>12 990 015</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-3 260 377	-288 018	-231 504	-77 796	-3 517 705	(7 375 400)
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>2 264 949</b>	<b>105 846</b>	<b>553 490</b>	<b>64 886</b>	<b>2 625 444</b>	<b>5 614 615</b>
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-605 905	-47 661	-181 653	-17 920	-270 515	(1 123 654)
<b>Résultat Part du Groupe</b>	<b>814 518</b>	<b>141 073</b>	<b>188 023</b>	<b>48 758</b>	<b>843 814</b>	<b>2 036 186</b>

(En milliers de DH)

#### 3.2. Actifs et passifs par secteur opérationnel

	déc-17					
	BANQUE AU MAROC	Gestion d'actifs et Banque d'affaires	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
<b>TOTAL BILAN</b>	<b>205 255 697</b>	<b>693 752</b>	<b>11 259 161</b>	<b>( 415 344)</b>	<b>96 550 601</b>	<b>313 343 867</b>
<b>ELEMENTS D'ACTIF</b>						
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	3 498 038	97 719	20 398	21 517	6 893 456	10 531 128
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	118 209 182	96	14 713 386	0	50 892 326	183 814 990
ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	33 809 849	192 764	3	0	0	34 002 616
<b>PLACEMENTS DETENUS JUSQU'À ÉCHEANCE</b>	<b>3 289 659</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 726 419</b>	<b>23 016 078</b>
<b>ELEMENTS DU PASSIF</b>						
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	135 672 596	17 076	739 090	0	62 354 836	198 783 598
FONDS PROPRES	15 121 735	358 467	1 470 727	( 639 611)	8 373 106	24 684 424

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

	déc-16					TOTAL
	BANQUE AU MAROC	Gestion d'actifs et Banque d'affaires	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	
<b>TOTAL BILAN</b>	<b>205 383 601</b>	<b>979 684</b>	<b>9 234 390</b>	<b>183 128</b>	<b>90 142 075</b>	<b>305 922 878</b>
<b>ELEMENTS D'ACTIF</b>						
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	2 249 497	101 026	19 718	20 464	5 927 020	8 317 725
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	117 079 106	121	14 702 011	0	47 992 984	179 774 222
ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	38 499 389	208 390	207	0	182 937	38 890 923
PLACEMENTS DETENUS JUSQU'À ECHEANCE	4 188 468	0	0	0	20 947 702	25 136 170
<b>ELEMENTS DU PASSIF</b>						
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	131 000 917	17	908 600	0	58 140 801	190 050 335
FONDS PROPRES	15 463 646	315 561	1 478 662	( 32 906)	6 357 724	23 582 687

(En milliers de DH)

### 3.3. VENTILATION DES PRETS ET CREANCES

Ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit par zone géographique

	déc-17			déc-16		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	16 374 543	58 620	58 615	13 781 032	58 620	58 620
Europe	4 898 673	0	0	3 145 671	0	0
Afrique	3 860 055	53 911	10 136	4 275 686	27 760	8 920
<b>Total en principal</b>	<b>25 133 271</b>	<b>112 531</b>	<b>68 751</b>	<b>21 202 389</b>	<b>86 380</b>	<b>67 540</b>
Créances rattachées						
Provisions						
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>25 133 271</b>	<b>112 531</b>	<b>68 751</b>	<b>21 202 389</b>	<b>86 380</b>	<b>67 540</b>

(En milliers de DH)

Ventilation des prêts et créances envers la clientèle par zone géographique

	déc-17				déc-16			
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions individuelles	Provisions collectives	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions individuelles	Provisions collectives
Maroc	129 391 653	9 326 713	3 535 604	2 260 098	128 534 813	9 353 560	4 358 705	1 748 430
Europe	4 172 269	151 978	75 869	0	3 885 045	205 958	85 332	0
Afrique	44 872 553	5 277 709	3 248 939	257 375	41 432 888	5 150 768	2 424 641	171 702
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>178 436 475</b>	<b>14 756 400</b>	<b>6 860 412</b>	<b>2 517 473</b>	<b>173 852 746</b>	<b>14 710 286</b>	<b>6 868 678</b>	<b>1 920 132</b>

(En milliers de DH)

Variation au cours de la période des dépréciations constituées sur la clientèle

	déc-17	déc-16
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE</b>	<b>8 788 810</b>	<b>7 363 756</b>
Dotations aux provisions	3 018 123	2 369 128
Reprises de provisions	-2 304 862	-708 909
Utilisation des provisions	0	-174 476
Variation des parités monétaires et divers	-124 186	-60 689
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>9 377 885</b>	<b>8 788 810</b>

(En milliers de DH)

Variation au cours de la période des dépréciations constituées sur les établissements de crédits

	déc-17	déc-16
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE</b>	<b>67 540</b>	<b>66 267</b>
Dotations aux provisions	1 211	1 273
Reprises de provisions		
Utilisation des provisions	-	-
Variation des parités monétaires et divers		
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>68 751</b>	<b>67 540</b>

(En milliers de DH)

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### IV. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2017

##### 4.1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX

	déc-17	déc-16
<b>Valeurs en caisse</b>	<b>3 645 258</b>	<b>3 391 893</b>
Banques centrales	10 561 672	7 922 511
Tresor public	1 006 777	836 575
Service des chèques postaux	283 978	4 658
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	11 852 427	8 763 744
<b>Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, service des chèques postaux</b>	<b>15 497 685</b>	<b>12 155 637</b>

(En milliers de DH)

##### 4.2. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Les actifs et passifs financiers enregistrés en valeur de marché par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction

	déc-17			déc-16		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
<b>ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT</b>						
Titres de créances négociables	13 997 669	0	13 997 669	16 099 331	0	16 099 331
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	13 486 149		13 486 149	14 101 323		14 101 323
Autres titres de créances négociables	511 520		511 520	1 998 008		1 998 008
Obligations	1 133 601	0	1 133 601	3 231 539	0	3 231 539
Obligations d'Etat	475 893		475 893	881 003		881 003
Autres obligations	657 708		657 708	2 350 536		2 350 536
Actions et autres titres à revenu variable	18 854 122	0	18 854 122	19 533 271	0	19 533 271
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	17 224	0	17 224	26 782	0	26 782
Instruments dérivés de cours de change	16 647		16 647	26 205		26 205
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT</b>	<b>34 002 616</b>	<b>0</b>	<b>34 002 616</b>	<b>38 890 923</b>	<b>0</b>	<b>38 890 923</b>
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
<b>PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT</b>						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	0	1 731 592	1 731 592	0	2 037 621	2 037 621
Etablissements de crédit		1 731 592	1 731 592		2 037 621	2 037 621
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	37 094	0	37 094	60 655	0	60 655
Instruments dérivés de cours de change	37 094		37 094	60 655		60 655
Instruments dérivés de taux d'intérêt			0			0
Instruments dérivés sur actions			0			0
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT</b>	<b>37 094</b>	<b>1 731 592</b>	<b>1 768 686</b>	<b>60 655</b>	<b>2 037 621</b>	<b>2 098 276</b>

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### 4.3. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE A LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou ne sont pas classés comme :

- des prêts et des créances;
- des placements détenus jusqu'à leur échéance; ou
- des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

	31-déc-17	31-déc-16
Titres de créances négociables	0	0
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la Banque Centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	5 193 149	5 501 553
Obligations d'Etat	3 950 352	3 970 101
Autres obligations	1 242 797	1 531 452
Actions et autres titres à revenu variable	5 769 164	3 251 983
dont titres cotés	332 931	316 103
dont titres non cotés	5 436 233	2 935 880
<b>TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION</b>	<b>10 962 313</b>	<b>8 753 536</b>
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-431 185	-435 811
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-431 185	-435 811
<b>TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS</b>	<b>10 531 128</b>	<b>8 317 725</b>
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

(En milliers de DH)

#### 4.4. OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

##### Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes à vue	8 291 678	4 992 941
Prêts	13 523 250	13 446 232
Dont prêts de trésorerie JJ	186 045	24 826
Opérations de pension	3 430 874	2 846 445
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION</b>	<b>25 245 802</b>	<b>21 285 618</b>
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-68 751	-64 389
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION</b>	<b>25 177 051</b>	<b>21 221 229</b>

(En milliers de DH)

##### Dettes envers les établissements de crédit

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes à vue	4 874 113	2 801 428
Emprunts	30 481 573	32 330 639
Dont emprunt de trésorerie JJ	168 500	1 153 270
opérations de pension	9 603 254	14 576 201
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>44 958 940</b>	<b>49 708 268</b>

(En milliers de DH)

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### 4.5. PRÊTS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE

##### Prêts consentis et créances sur la clientèle

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes ordinaires débiteurs	24 743 400	24 688 644
Prêts consentis à la clientèle	142 472 636	138 932 342
Opérations de pension	12 203 716	11 561 531
Opérations de location-financement	13 773 123	13 380 515
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION</b>	<b>193 192 875</b>	<b>188 563 032</b>
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-9 377 885	-8 788 810
<b>TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION</b>	<b>183 814 990</b>	<b>179 774 222</b>

(En milliers de DH)

##### Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique

	31-déc-17	31-déc-16
Banque au Maroc	118 209 182	117 079 106
Services Financiers Spécialisés	14 713 386	14 702 011
Activités à l'international	50 892 326	47 992 984
Gestion d'actifs	96	121
Autres activités	0	0
<b>Total en principal</b>	<b>183 814 990</b>	<b>179 774 222</b>
Dettes rattachées		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>183 814 990</b>	<b>179 774 222</b>

(En milliers de DH)

##### Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique

	31-déc-17	31-déc-16
Maroc	132 922 664	131 781 238
Afrique	46 643 948	43 987 312
Europe	4 248 378	4 005 672
<b>Total en principal</b>	<b>183 814 990</b>	<b>179 774 222</b>
Dettes rattachées		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>183 814 990</b>	<b>179 774 222</b>

(En milliers de DH)

##### Dettes envers la clientèle

	31-déc-17	31-déc-16
Comptes ordinaires créditeurs	119 258 376	108 326 940
Comptes à terme	40 101 156	40 965 156
Comptes d'épargne	23 497 437	22 391 034
Bons de caisse	5 210 624	5 085 322
Opérations de pension	3 592 561	4 218 496
Autres comptes créditeurs	7 123 444	9 063 387
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE</b>	<b>198 783 598</b>	<b>190 050 335</b>

(En milliers de DH)

##### Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique

	31-déc-17	31-déc-16
Banque au Maroc	135 672 596	131 000 907
Services Financiers Spécialisés	739 090	908 610
Activités à l'international	62 354 836	58 140 801
Gestion d'actifs	17 076	17
Autres activités	0	0
<b>Total en principal</b>	<b>198 783 598</b>	<b>190 050 335</b>
Dettes rattachées		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>198 783 598</b>	<b>190 050 335</b>

(En milliers de DH)

##### Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique

	31-déc-17	31-déc-16
Maroc	136 428 762	131 909 534
Afrique	60 741 686	56 390 289
Europe	1 613 150	1 750 512
<b>Total en principal</b>	<b>198 783 598</b>	<b>190 050 335</b>
Dettes rattachées		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>198 783 598</b>	<b>190 050 335</b>

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### 4.6. DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

	31-déc-17	31-déc-16
Autres dettes représentées par un titre	15 101 490	13 186 303
Titres de créances négociables	14 601 490	12 686 303
Emprunts obligataires	500 000	500 000
Dettes subordonnées	11 446 992	10 183 703
Emprunt subordonné	11 446 992	10 183 703
à durée déterminée	9 446 992	8 183 703
à durée indéterminée	2 000 000	2 000 000
Titres subordonnés	0	0
à durée déterminée	0	0
à durée indéterminée	0	0
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	1 762	309 673
<b>Total</b>	<b>26 550 244</b>	<b>23 679 679</b>

(En milliers de DH)

#### 4.7. ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE

	31-déc-17	31-déc-16
Titres de créances négociables	4 525 696	5 669 715
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des Banques Centrales	4 525 696	5 669 715
Autres titres de créance négociables		
Obligations	18 490 382	19 466 455
Obligations d'Etat	13 902 825	14 331 242
Autres obligations	4 587 557	5 135 213
<b>TOTAL</b>	<b>23 016 078</b>	<b>25 136 170</b>

(En milliers de DH)

#### 4.8. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

	31-déc-17	31-déc-16
Impôts courants	855 725	414 191
impôts différés	793 123	521 548
<b>Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>1 648 848</b>	<b>935 739</b>
Impôts courants	740 856	641 287
impôts différés	1 598 944	1 198 242
<b>Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>2 339 800</b>	<b>1 839 529</b>

(En milliers de DH)

#### Impôts Différés par Catégorie

	déc-17				déc-16			
	Actifs d'impôt différé	Passifs d'impôt différé	ID / Impact G&PL	ID / Impact Résultat	Actifs d'impôt différé	Passifs d'impôt différé	ID / Impact G&PL	ID / Impact Résultat
Actifs Financiers Disponible à la Vente	6 763	-428 562	-373 118	-0	3 917	-72 580	-25 077	404
Immobilisations Corporelles & Incorporelles et Immeuble de placement	108 649	-607 294	-	-7 231	112 226	-596 010	-	-11 613
Crédits	470 374	-532 105	-	29 290	240 147	-489 953	-	-153 950
Avantage pour Personnel	157 185	-	51 122	6 332	119 748	-	24 417	1 992
Autres	-	-30 983	-	-5 043	-1 953	-39 699	-	-5 156
<b>Impôts différés relatifs aux retraitements de consolidation et retraitement IFRS</b>	<b>742 971</b>	<b>-1 598 944</b>	<b>-321 996</b>	<b>23 347</b>	<b>474 085</b>	<b>-1 198 242</b>	<b>-660</b>	<b>-163 323</b>
<b>Déficit Reportable</b>	<b>50 152</b>				<b>47 463</b>			

(En milliers de DH)

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### 4.9. COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	déc-17	déc-16
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	45 921	40 950
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	113 893	71 213
Comptes d'encaissement	473 609	397 441
Part des réassureurs dans les provisions techniques		
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	573 641	517 122
Débiteurs Divers	4 560 301	5 087 235
Comptes de liaison	327 712	326 815
<b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>	<b>6 095 077</b>	<b>6 440 776</b>
Dépôts de garantie recus	32 333	20 247
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	5 524 109	7 261 686
Comptes d'encaissement	1 242 262	1 304 298
Charges à payer et produits constatés d'avance	481 157	1 154 763
Autres créditeurs et passifs divers	6 139 816	4 537 906
<b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>	<b>13 419 677</b>	<b>14 278 900</b>

(En milliers de DH)

#### 4.10. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	déc-17	déc-16
Acmar	20 215	19 447
Banque de Développement du Mali	403 094	387 973
Eurafric	-14 273	-12 202
Africa Morocco Links	-4 607	
Société Conseil Ingénierie et Développement	152 052	148 585
Participations dans Sociétés Mises en Équivalences chez BOA	86 556	87 465
<b>Participations dans les Sociétés Mises en Equivalence</b>	<b>643 037</b>	<b>631 268</b>

(En milliers de DH)

#### Données financières des principales sociétés mises en équivalence au décembre 2017

	Total du bilan	Produit net bancaire- chiffre d'affaires	Résultat de la filiale	Contribution dans le Résultat net part du groupe Déc 2017
Acmar	496 359	175 352	21 838	4 368
Banque de Développement du Mali	12 071 085	580 853	200 216	63 538
Africa Morocco Links	276 356	-95 247	-147 834	-75 395
Eurafric	158 804	294 200	337	-1 658
Société Conseil Ingénierie et Développement	689 449	226 304	28 800	11 203

(En milliers de DH)



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### 4.11. IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

	déc-17			déc-16		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>13 109 310</b>	<b>5 806 510</b>	<b>7 302 800</b>	<b>12 320 654</b>	<b>5 331 829</b>	<b>6 988 825</b>
Terrains et constructions	4 031 041	423 811	3 607 230	3 797 644	380 388	3 417 256
Équipement, Mobilier, Installations	4 018 645	2 497 926	1 520 719	3 837 324	2 357 522	1 479 802
Biens mobiliers donnés en location	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations	5 059 624	2 884 773	2 174 851	4 685 686	2 593 919	2 091 767
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 078 628</b>	<b>1 140 820</b>	<b>937 808</b>	<b>2 162 892</b>	<b>1 333 922</b>	<b>828 970</b>
Logiciels informatiques acquis	1 463 476	874 855	588 621	1 684 757	1 096 920	587 837
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	615 152	265 965	349 187	478 135	237 002	241 133
<b>Immeubles de placements</b>	<b>3 906 376</b>	<b>81 937</b>	<b>3 824 439</b>	<b>3 841 315</b>	<b>95 169</b>	<b>3 746 146</b>

(En milliers de DH)

#### Tableau de variation des immobilisations corporelles

	déc-17	déc-16
<b>VALEUR NETTE AU 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>6 988 824</b>	<b>6 521 829</b>
Acquisition de l'exercice	827 768	859 988
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(511 081)	(470 711)
Cession de l'exercice	(199 179)	(328 668)
Reclassements	196 468	406 387
<b>VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>7 302 800</b>	<b>6 988 825</b>

(En milliers de DH)

#### Tableau de variation des immobilisations incorporelles

	déc-17	déc-16
<b>VALEUR NETTE AU 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>828 970</b>	<b>703 525</b>
Acquisition de l'exercice	288 055	324 337
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(205 450)	(173 905)
Cession de l'exercice	(16 550)	(13 633)
Reclassement	42 783	(11 354)
<b>VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>937 808</b>	<b>828 970</b>

(En milliers de DH)

#### Tableau de variation des immeubles de placement

	déc-17	déc-16
<b>VALEUR NETTE AU 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>3 746 146</b>	<b>3 035 131</b>
Acquisition de l'exercice	188 529	744 004
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(8 769)	(18 306)
Cession de l'exercice	(101 467)	(13 643)
Reclassements	-	(1 040)
<b>VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>3 824 439</b>	<b>3 746 146</b>

(En milliers de DH)

#### 4.12. ECARTS D'ACQUISITION

	déc-17	déc-16
<b>Valeur brute comptable en début de période</b>	<b>852 310</b>	<b>852 310</b>
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période	-	-
<b>Valeur nette comptable en début de période</b>	<b>852 310</b>	<b>852 310</b>
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-	-
Écarts de conversion	-	-
Filiales précédemment mises en équivalence	-	-
Autres mouvements	0	0
<b>Valeur brute comptable en fin de période</b>	<b>852 310</b>	<b>852 310</b>
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-	-
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>852 310</b>	<b>852 310</b>

(En milliers de DH)

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### Les écarts d'acquisition se répartissent de la manière suivante :

	Valeur nette comptable déc-17	Valeur nette comptable déc-16
Maghrébil	10 617	10 617
Banque de développement du Mali	3 588	3 588
SALAFIN	5 174	5 174
Maroc Factoring	1 703	1 703
BMCE Capital Bourse	2 618	2 618
BMCE International (Madrid)	3 354	3 354
Bank Of Africa	711 976	711 976
LOCASOM	98 725	98 725
CID	14 555	14 555
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>852 310</b>	<b>852 310</b>

#### - Test de dépréciation de l'écart d'acquisition :

La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie a été déterminée sur la base de la valeur d'utilité.

L'approche intrinsèque utilisée pour déterminer la valeur d'utilité de BOA et de Locasom se présente comme suit :

- Pour BOA Group, cette approche nécessite la mise en œuvre de la méthode du « Discounted Dividend model » (ci-après « DDM »), méthode classique dans le secteur bancaire, qui indique la valeur d'une activité par référence à la valeur actuelle des dividendes que l'activité pourrait générer dans le futur. La valeur ainsi calculée correspond à une valeur des capitaux propres.

- Pour Locasom, cette approche nécessite la mise en œuvre de la méthode des « Discounted Cash Flows » (ci-après « DCF »), méthode classique dans le secteur des services, qui permet d'évaluer une activité par référence à la valeur actuelle des flux de trésorerie disponibles que l'activité pourrait générer dans le futur. La valeur ainsi calculée correspond à une valeur d'entreprise.

Les projections des flux de trésoreries sur la base des prévisions financières approuvées par le management couvrent une période de trois ans.

	Bank of Africa	Locasom
	%	%
Taux d'actualisation	18%	8.5%
Taux de croissance	2%	3%

La détermination de la valeur recouvrable selon la méthode « DDM » repose sur un certain nombre d'hypothèses relatives aux projections du produit net bancaire, du coefficient d'exploitation, du coût du risque et des actifs pondérés par les risques (ci-après « RWA ») fondées sur des plans à moyen terme (3 ans) représentant la durée du cycle économique auquel l'industrie bancaire est sensible, puis à l'infini sur la base de taux de croissance soutenables pour l'estimation de la valeur terminale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche DCF, méthode classique dans le secteur des services qui permet d'évaluer une activité par référence à la valeur actuelle des flux de trésorerie disponibles que l'activité pourrait générer dans le futur, les flux futurs clés projetés sont : l'EBITDA et la marge opérationnelle. La valeur ainsi calculée correspond à une valeur de l'entreprise.

#### Le taux d'actualisation

Le coût du capital a été estimé selon une approche indirecte. L'approche indirecte consiste à ajuster le coût du capital calculé pour un pays de

référence (la France) d'un facteur de risque pays reflétant spécifiquement les risques liés aux conditions économiques, politiques, institutionnelles et financières du pays de la société évaluée.

Il a été établi pour la BOA Group sur la base de la moyenne pondérée par le PNB des taux d'actualisation observés dans chacun des pays dans lesquels BOA Group opère. La fourchette du taux d'actualisation pour BOA Group se situe entre 16% et 18% et pour Locasom entre 6.5% et 8.5%.

#### Le taux de croissance

Le business plan de BOA Group a été construit en Franc CFA. Le Franc CFA est garanti en euro par le Trésor Français à parité fixe. Par conséquent, le taux de croissance à long terme retenu pour BOA Group est de 2% en ligne avec les prévisions à long terme d'inflation en France.

Le taux de croissance de Locasom a été fixé à 3% en ligne avec les hypothèses de taux de croissance à long terme pour ce secteur au Maroc.

#### Exigence en fonds propres réglementaires

Sur la durée du business plan de BOA Group, les fonds propres réglementaires (RWA) doivent satisfaire la contrainte Core Tier One.

#### Le produit net bancaire

La projection du produit net bancaire a été fondée sur la croissance élevée du taux de bancarisation en Afrique.

#### L'EBITDA

La projection de l'EBITDA et de la marge opérationnelle a été effectuée sur la base des données observées historiquement.

#### Le coefficient d'exploitation

La projection du coefficient d'exploitation est en forte corrélation avec la croissance des charges spécialement celles relatives à l'ouverture d'agences pour accompagner la conquête de nouveaux clients.

#### Sensibilité au changement des hypothèses

BANK OF AFRICA	
Coût de capital	18%
Variation défavorable de 200 points de base	-1 236 269
Variation favorable de 200 points de base	1 592 527
LOCASOM	
Coût de capital	8,5%
Variation défavorable de 200 points de base	-184 361
Variation favorable de 200 points de base	395 773

Pour les unités génératrices de trésorerie retenues, il n'y aurait pas lieu de déprécier les écarts d'acquisition même en retenant, pour le test de dépréciation, les variations les plus défavorables du coût du capital considéré par le management comme l'hypothèse la plus sensible à un changement raisonnable.

#### 4.13. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

	déc-17	déc-16
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE</b>	<b>685 204</b>	<b>650 913</b>
Dotations aux provisions	279 774	51 674
Reprises de provisions	-170 869	-51 024
Autres mouvements	38 381	33 641
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>832 490</b>	<b>685 204</b>



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde d'ouverture	20 695	329 668	16 126	0	318 715	685 204
Dotations	16 339	95 156	38 106	0	130 173	279 774
Montants utilisés	-16 031	0	0	0	-154 838	-170 869
Autres mouvements	422	0	-29 883	0	67 842	38 381
<b>Solde de clôture</b>	<b>21 425</b>	<b>424 824</b>	<b>24 349</b>	<b>0</b>	<b>361 892</b>	<b>832 490</b>

#### 4.14. TRANSFERTS D'ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers que le Groupe a transférés sont essentiellement constitués de titres cédés dans le cadre d'une mise en pension ou d'un prêt.

Les passifs associés aux titres mis en pension sont les dettes comptabilisées sous le libellé « Opérations de pension » au niveau des dettes sur établissements de crédits et clientèle.

##### Transferts d'actifs non décomptabilisés

Il s'agit dans ce cas des opérations de pension et de prêts qui donnent lieu à un transfert de titres sans pour autant qu'ils soient décomptabilisés.

##### Les actifs transférés par le Groupe sont

- ▀ Les bons de trésor
- ▀ Les certificats de dépôts
- ▀ Les obligations

##### Transferts d'actifs décomptabilisés

Il s'agit dans ce cas des opérations sur titres lesquelles donnent lieu à un transfert de titres avec une décomptabilisation de ces derniers.

Le Groupe n'a pas réalisé des transferts de titres décomptabilisés au cours des exercices 2017 et 2016.

	Déc-17	
	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés
Prêts de titres		
Titres en valeur de marché par résultat		
Opérations de pensions		
Titres en valeur de marché par résultat	12 799 712	12 807 778
Titres classés en prêts et créances	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	392 721	394 181
<b>Total</b>	<b>13 192 433</b>	<b>13 201 959</b>

	Déc-16	
	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés
Prêts de titres		
Titres en valeur de marché par résultat		
Opérations de pensions		
Titres en valeur de marché par résultat	14 338 028	14 329 475
Titres classés en prêts et créances	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	460 221	459 843
<b>Total</b>	<b>14 798 249</b>	<b>14 789 318</b>

#### 4.15. JUSTE VALEUR

##### 4.15.1. Valeur de marché des actifs et passifs comptabilisés au coût amorti

Les éléments d'information mentionnés dans cette note doivent être utilisés et interprétés avec la plus grande précaution car ces valeurs de marché représentent une estimation de la valeur instantanée des instruments concernés au 31 décembre 2017. Elles sont appelées à fluctuer d'un jour à l'autre du fait des variations de plusieurs paramètres, dont les taux d'intérêt et la qualité des crédits des contreparties.

En particulier, elles peuvent être significativement différentes des montants effectivement reçus ou payés à l'échéance des instruments. Dans la plupart des cas, cette valeur de marché réévaluée n'est pas destinée à être immédiatement réalisée, et ne pourrait en pratique pas l'être. Elle ne représente donc pas la valeur effective des instruments dans une perspective de continuité de l'activité du groupe BMCE BANK OF AFRICA.

La valeur de marché d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Les techniques de valorisation utilisées et les hypothèses retenues assurent une mesure homogène de la valeur de marché des instruments financiers actifs et passifs au sein du Groupe BMCE BANK OF AFRICA.

Lorsque les prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus pour la détermination de la valeur de marché. A défaut, la valeur de marché est déterminée à l'aide de techniques de valorisation communément utilisées.

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2017 se présentent comme suit :

	Déc-17		Déc-16	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	25 177 051	25 181 726	21 221 229	21 235 707
Prêts et créances sur la clientèle	183 814 990	184 590 561	179 774 222	180 516 425
Placements détenus jusqu'à leur échéance	23 016 078	23 098 261	25 136 170	25 438 896
Immeubles de placement	3 824 439	3 894 079	3 746 146	3 807 973
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	44 958 940	44 958 940	49 708 268	49 708 268
Dettes envers la clientèle	198 783 598	198 783 598	190 050 335	190 050 335
Dettes représentées par un titre	15 101 490	15 101 490	13 186 303	13 186 303
Dettes Subordonnées	11 448 754	11 448 754	10 493 376	10 493 376

Les modalités de détermination des justes valeurs de chacune des catégories sont décrites, ci-après :

##### Les prêts et créances

La juste valeur des créances est déterminée à travers une approximation de la valeur de marché des actifs détenus grâce à une analyse de sensibilité de chaque classe d'actifs en fonction de la durée de chaque instrument et du delta taux observé entre le rendement historique de la créance par rapport aux nouvelles conditions de marché.

A défaut d'existence d'une courbe des taux de marché traduisant les rendements actuels des différents segments de crédit, il a été retenu les

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

rendements moyens observés sur la production de l'exercice concerné comme étant les niveaux indicatifs des taux de marché actuels.

La valeur de marché retenue pour les prêts et créances dont la durée est inférieure à un an, les créances à vue, ou dont les conditions se réfèrent à un taux variable, est la valeur comptabilisée en raison de leur faible sensibilité à une variation des taux ou par le simple fait qu'elles sont octroyées aux conditions actuelles de marché.

#### Les prêts aux établissements de crédits

Les prêts aux établissements de crédits s'élevaient à 25,2 milliards de dirhams, et présentent une valeur de marché proche à la valeur comptable en raison de la prédominance des opérations de placements monétaires à court terme (sous forme de prêts de trésorerie, d'interbancaire et des prises en pension).

Les crédits aux Sociétés de Financement à taux fixe représentent un encours de 7,1 milliards de dirhams, amortissables à faible durée, présentant une juste valeur supérieure de 4,7 millions de dirhams par rapport à la valeur comptable.

#### Les créances à la clientèle

L'encours des créances à la clientèle s'élève au 31 décembre 2017 à 183,7 milliards de dirhams, avec une forte prépondérance des crédits de trésorerie et des comptes courants débiteurs, ainsi que des crédits à taux variables.

L'encours des crédits à taux fixe est principalement alimenté par les crédits à la consommation amortissables à faible durée 2,3 ans, et les crédits immobiliers à taux fixes également amortissables à durée moyenne de près de 7,2 ans.

L'analyse de sensibilité sur le portefeuille à taux fixe de la banque fait ressortir une juste valeur supérieure de 776 millions de dirhams par rapport à la valeur comptable.

#### Les passifs financiers

La valeur de marché retenue pour les passifs financiers dont la durée est inférieure à un an (y compris exigibles à vue), ou dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou lorsque la durée est non déterminée (cas des dettes subordonnées perpétuelles) ainsi que pour la plupart des produits d'épargne réglementée, est la valeur comptabilisée.

#### Les dettes envers les établissements de crédits

Les dettes envers les établissements de crédits qui s'élèvent à 44,9 milliards de dirhams, sont valorisées à leur valeur comptable en raison de la prédominance des opérations d'emprunts de trésorerie à court terme (sous forme d'avances à 7 jours de la banque centrale, d'emprunts interbancaires et de trésoreries auprès de banques locales ou de correspondants étrangers, en plus des opérations de mises en pensions).

#### Les dettes envers la clientèle

Les dettes envers la clientèle s'élevant à 199 milliards de dirhams sont constituées essentiellement de ressources à vue non rémunérées sous forme de comptes chèques et de comptes courants créditeurs ainsi que des comptes sur carnets réglementés à vue.

Les opérations de mises en pension avec la clientèle, notamment les OPCVM, sont également logées avec les dettes envers la clientèle.

Les dépôts à terme dont l'encours est limité à 40 milliards de dirhams

présentent une durée moyenne inférieure à un an du fait de la prépondérance des maturités 3 mois, 6 mois et 12 mois.

La valeur de marché ainsi retenue pour les Dépôts à Terme de la clientèle est la valeur comptabilisée.

#### Les dettes représentées par un titre

L'encours des dettes représentées par un titre s'élève à 15,1 milliards de dirhams, constitué principalement des certificats de dépôts émis par la banque essentiellement pour des maturités de 3 mois, 6 mois et 1 an.

La valeur de marché ainsi retenue pour les dettes représentées par un titre est la valeur comptabilisée.

#### Les dettes subordonnées

Les dettes subordonnées dont l'encours s'élève à 11,5 milliards de dirhams sont valorisées à la valeur comptable du fait de la prépondérance des émissions à taux variable et des encours de dettes à durée non déterminée (perpétuelle).

#### 4.15.2. Répartition par méthode de valorisation des instruments financiers comptabilisés en valeur de marché présentée conformément aux prescriptions de la norme IFRS 7

	déc-17			Total
	niveau 1	niveau 2	niveau 3	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	34 002 616	-	-	34 002 616
dont actifs financiers en valeur de marché par résultat	34 002 616			34 002 616
dont instruments dérivés				-
<b>Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option</b>				-
Instruments financiers dérivés de couverture				-
Actifs financiers disponibles à la vente			10 531 128	10 531 128
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	-	1 768 686	-	1 768 686
dont passifs financiers en valeur de marché par résultat		1 731 592		1 731 592
dont instruments dérivés		37 094		37 094
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option				-
Instruments financiers dérivés de couverture				-

	déc-16			Total
	niveau 1	niveau 2	niveau 3	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	38 890 923	-	-	38 890 923
dont actifs financiers en valeur de marché par résultat	38 890 923			38 890 923
dont instruments dérivés				-
<b>Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option</b>				-
Instruments financiers dérivés de couverture				-
Actifs financiers disponibles à la vente			8 317 725	8 317 725
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	- 2 098 276	-	-	- 2 098 276
dont passifs financiers en valeur de marché par résultat	- 2 037 621			- 2 037 621
dont instruments dérivés		60 655		60 655
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option				-
Instruments financiers dérivés de couverture				-



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

Les actifs financiers disponibles à la vente non cotés classés au Niveau 3 de Juste Valeur, sont évalués en se basant sur les méthodes d'évaluation suivantes :

- Valeur Nette Comptable
- Actif Net Comptable Réévalué ;
- Actif Net Comptable ;
- Prix Opération sur Capital.

Les techniques de valorisation qui sont utilisées par le Groupe demeurent principalement l'ANC et la VNC.

Celles-ci sont privilégiées en raison de l'absence de liquidité de ces titres, et de l'inexistence de transactions comparables.

En ce qui concerne les titres à revenu variables, ils sont évalués selon différentes méthodes avec notamment :

67 % du portefeuille fait l'objet d'une évaluation selon la méthode de l'Actif Net Comptable et 21% selon le modèle des comparables (opérations sur le capital similaire)

#### Tableau de variation des actifs financiers disponible à la vente classés en Niveau 3 :

	déc-17		
	Dettes	Equity	
<b>VALEUR NETTE AU 1er janvier</b>	<b>5 501 553</b>	<b>2 816 172</b>	<b>8 317 725</b>
Profits et pertes par résultat	-	-	-
Profits et pertes par OCI	-29 165	1 433 432	1 404 267
Achats	746 527	1 140 092	1 886 619
Cessions	-1 079 547	-61 007	-1 140 554
Transferts	-	-	-
Change	53 781	9 290	63 071
Reclassement	-	-	-
<b>VALEUR EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>5 193 149</b>	<b>5 337 979</b>	<b>10 531 128</b>

	déc-16		
	Dettes	Equity	
<b>VALEUR NETTE AU 1er janvier</b>	<b>4 112 359</b>	<b>2 734 213</b>	<b>6 846 572</b>
Profits et pertes par résultat	-	16 656	16 656
Profits et pertes par OCI	-	13 334	13 334
Achats	1 753 241	116 854	1 870 095
Cessions	-336 055	-63 613	-399 668
Transferts	-	-	-
Change	-27 992	-1 272	-29 264
Reclassement	-	-	-
<b>VALEUR EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>5 501 553</b>	<b>2 816 172</b>	<b>8 317 725</b>

#### 4.15.3. Hiérarchie de la Juste valeur des actifs et des passifs comptabilisés au cout amorti

	déc-17			
	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
<b>ACTIFS</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit			25 181 726	25 181 726
Prêts et créances sur la clientèle			184 590 561	184 590 561
Placements détenus jusqu'à leur échéance	4 452 911		18 645 350	23 098 261
<b>PASSIFS</b>				
Dettes envers les établissements de crédit			44 958 940	44 958 940
Dettes envers la clientèle			198 783 598	198 783 598
Dettes représentées par un titre			15 101 490	15 101 490
Dettes Subordonnées			11 448 754	11 448 754

	déc-16			
	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
<b>ACTIFS</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit			21 235 707	21 235 707
Prêts et créances sur la clientèle			180 516 425	180 516 425
Placements détenus jusqu'à leur échéance	5 456 267		19 982 629	25 438 896
<b>PASSIFS</b>				
Dettes envers les établissements de crédit			49 708 268	49 708 268
Dettes envers la clientèle			190 050 335	190 050 335
Dettes représentées par un titre			13 186 303	13 186 303
Dettes Subordonnées			10 493 376	10 493 376

#### Mesure de la valeur de marché des instruments financiers :

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7.

##### ▮ Niveau 1 :

Des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables.

Il comprend pour le Groupe BMCE Bank Of Africa les actions cotées, les OPCVM, les obligations et les bons de trésor ainsi que les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance cotés sur des marchés actifs et suffisamment liquides.

##### ▮ Niveau 2 :

Des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Les instruments financiers cotés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs ainsi que ceux négociés sur des marchés de gré à gré sont présentés dans ce niveau. Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix ;

Le Groupe ne dispose pas d'instruments financiers évalués selon le niveau 2.

##### ▮ Niveau 3 :

Des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables). Compte tenu de la diversité des instruments et des raisons de leur inclusion dans cette catégorie, le calcul de la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres fournirait une information peu pertinente.

Les valeurs de marché des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance classés en niveau 3 proviennent essentiellement des obligations détenues les banques en Afrique Subsaharienne.

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## V / ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

### 5.1. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

	déc-17	déc-16
<b>Engagements de financements donnés</b>	<b>13 008 783</b>	<b>13 452 970</b>
Aux établissements de crédit	1 349 684	
A la clientèle	11 659 099	13 452 970
Ouverture de crédit		
Autre engagements en faveur de la clientèle		
<b>Engagements de financement reçus</b>	<b>1 906 864</b>	<b>2 181 683</b>
des établissements de crédit	1 906 864	2 181 683
de la clientèle	-	-

#### ► Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés.

Cette rubrique enregistre les engagements de mettre à la disposition d'un autre établissement de crédit des concours de trésorerie, tels les accords de refinancement et les engagements de substitution sur émission de titres.

#### ► Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle.

Cette rubrique enregistre les engagements de mettre à la disposition de la clientèle des concours de trésorerie, tels les ouvertures de crédits confirmés et les engagements de substitution sur émission de titres.

#### ► Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Cette rubrique enregistre les engagements de financement reçus des autres établissements de crédit, tels les accords de refinancement et les engagements de substitution sur émission de titres.

### 5.2. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31-déc-17	31-déc-16
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>31 435 965</b>	<b>31 627 218</b>
D'ordre des établissements de crédit	10 577 462	11 933 231
D'ordre de la clientèle	20 858 503	19 693 988
Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
<b>Autres garanties d'ordre à la clientèle</b>		
Engagements de garantie reçus	97 117 142	75 147 878
des établissements de crédit	95 421 642	73 902 914
de l'état et d'autres organismes de garantie	1 695 500	1 244 964

#### ► Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Cette rubrique enregistre les engagements d'assurer la charge d'une obligation souscrite par un établissement de crédit si ce dernier n'y satisfait pas lui-même. Cette rubrique recouvre les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

#### ► Engagements de garantie d'ordre de la clientèle

Cette rubrique enregistre les engagements d'assurer la charge d'une obligation souscrite par un client, si ce dernier n'y satisfait pas lui-même. Cette rubrique recouvre les cautions en faveur de l'administration publique, les cautions immobilières, etc.

#### ► Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Cette rubrique recense les cautions, avals et autres garanties reçues d'établissements de crédit.

#### ► Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers

Cette rubrique enregistre les garanties reçues de l'Etat et d'organismes de garantie divers.

## VI. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

### 6.1. DESCRIPTIF DE LA METHODE D'EVALUATION

Les avantages aux personnels comptabilisés correspondent à la médaille de travail et à l'indemnité de fin de carrière.

L'évaluation de l'engagement relatif à ces deux avantages précités a été réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par IAS 19.

#### ► Régime de la caisse mutualiste interprofessionnelle marocaine

La Caisse Mutualiste Interprofessionnelle Marocaine (CMIM) est une mutuelle privée. Cette mutuelle assure aux salariés un certain niveau de remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou chirurgicaux. Il s'agit d'un régime de couverture médicale postérieur à l'emploi car ouvert aux retraités.

La CMIM est un régime multi employeur. Ne pouvant pas déterminer la quote-part d'engagement revenant à BMCE Bank (au même titre que l'ensemble des autres adhérents à la CMIM), en IFRS, les charges sont enregistrées sur l'exercice. Aucune provision n'est à constater au titre de ce régime.

### 6.2. SYNTHESE DES PROVISIONS ET DESCRIPTION DES REGIMES EXISTANTS

#### 6.2.1. Provisions au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme accordés aux salariés

	déc-17	déc-16
Provision pour indemnités de retraite et assimilées	424 824	329 668
Provision pour prime spéciale d'ancienneté		
Autres provisions		
<b>TOTAL</b>	<b>424 824</b>	<b>329 668</b>

#### 6.2.2. Evolution de la valeur actualisée des obligations

L'analyse de sensibilité appliquée sur les deux principales hypothèses actuarielles retenues pour les régimes de prestations (indemnités de fin de carrière, Médailles du travail) au 31 Décembre 2016 ressort comme suit :

Indemnité de fin de carrière	Variation Taux	
	-50 pb	+50 pb
Taux d'actualisation	-10 410	9 454
taux de croissance des salaires	9 525	-10 389
Médaille du travail	Variation Taux	
	-50 pb	+50 pb
Taux d'actualisation	-12 791	11 860
taux de croissance des salaires	13 191	-14 127
Hypothèses économiques		31/12/17
Taux d'actualisation		3,30%
Taux de croissance des salaires long terme (inflation Incluse)		3%
Taux de charges sociales patronales		10,61%-10,96%
Hypothèses démographiques		
Modalités de départ en retraite		Départ Volontaire
Age de Départ en retraite		60 ans
Table de mortalité		PM 60/64 - PF 60/64

Le taux d'actualisation se base sur le taux de référence du marché secondaire des Bons du trésor (courbe des taux) – Durée : 22 ans environ.



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

### 6.2.3. Coût des régimes postérieurs à l'emploi

	déc-17	déc-16
Charge normale de l'exercice	4 893	25 161
Charge d'intérêt	12 220	11 626
Rendements attendus des fonds		
Indemnités supplémentaires		
Autre		
Coût net de la période	17 112	36 787
Dont coût relatif aux indemnités de retraite et assimilées		
Dont autres...		

### 6.2.4. Evolution de la provision inscrite au bilan

	déc-17	déc-16
Dettes actuarielles d'ouverture	<b>329 668</b>	<b>323 091</b>
Charge normale de l'exercice	26 105	25 161
Charge d'intérêt	12 220	11 626
Pertes / Gains actuariels	72 177	-
Autres écarts actuariels		-
Amortissement des gains et pertes nettes		
Prestations versées	-21 212	-30 210
Indemnités supplémentaires		
Autre	5 866	
Dettes actuarielles de clôture	<b>424 824</b>	<b>329 668</b>
Dont coût relatif aux indemnités de retraite et assimilées		
Dont autres...		

## VII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 7.1. ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

#### 7.1.1. Opérations réalisées sur le capital

Opérations sur le capital	En nombre	Valeur unitaire	En MAD
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2015	179 463 390	10	1 794 633 900
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2016	179 463 390	10	1 794 633 900
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2017	179 463 390	10	1 794 633 900

#### 7.1.2. Résultat par action

Le résultat de base par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

	déc-17	déc-16
CAPITAL (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
RÉSULTAT PART GROUPE (EN MAD)	2 036 321 801	2 036 185 656
Résultat par Action (EN MAD)	11,35	11,35
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN MAD)	11,35	11,35

La banque n'a pas d'instruments dilutifs en actions ordinaires. Par conséquent, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action ;

### 7.2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,76%	74,76%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,85%	72,85%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E

BMCE Bank Of Africa détient 37% des droits de vote de LCB Bank, et exerce un contrôle sur cette filiale répondant aux critères énoncés dans la norme IFRS 10.

**Le pouvoir:** BMCE Bank Of Africa puise ses droits effectifs à partir du mandat de gestion qui lui a été confié par les autres actionnaires. Elle dispose de la majorité au sein du conseil d'administration avec 3 administrateurs, suivie de l'Etat congolais qui dispose de deux administrateurs.

**Les rendements :** BMCE Bank of Africa est exposé ou a droit aux bénéfices générés par LCB Bank à hauteur des actions dont elle dispose.

**Lien entre pouvoir et rendements :** BMCE Bank of Africa a la charge de nommer le sénior management de LCB Bank, ainsi elle a la capacité d'influer sur les rendements de cette entité.

### 7.3. REMUNERATION ET AVANTAGES ACCORDES AUX PRINCIPAUX DIRIGEANTS

#### Rémunération des principaux dirigeants

Le Groupe BMCE entend par les principaux dirigeants les membres de la Direction Générale de la banque.

	déc-17	déc-16
Avantages à court terme	20 278	14 342
Avantages postérieurs à l'emploi	634	631
Autres avantages à long terme	4 846	5 298

A noter que les avantages du personnel à court terme représentent la Rémunération fixe charges patronales comprises des Dirigeants perçue au titre de l'année 2017.

Les avantages postérieurs à l'emploi représentent les reliquats de congés à rembourser en cas de départ, tandis que les Indemnités de fin de contrat de travail englobent les primes de fin de carrières et les médailles de travail à verser aux concernés à leur départ.

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### Jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration

	31/12/17			31/12/16		
	Montant BRUT	Impôt Retenu à la source	Montant net versé	Montant BRUT	Impôt Retenu à la source	Montant net versé
Personnes physiques et morales Résidentes au Maroc	3 353	503	2 850	2 985	735	2 250
Personnes physiques et morales non Résidentes au Maroc	2 092	692	1 400	588	88	500
<b>TOTAL</b>	<b>5 445</b>	<b>1 195</b>	<b>4 250</b>	<b>3 573</b>	<b>823</b>	<b>2 750</b>

#### Eléments d'Endettement des Dirigeants

	déc-17	déc-16
A. Encours crédits à court terme	18 087	19 765
B. Encours crédits immobiliers	9 331	12 393
<b>TOTAL DES ENCOURS</b>	<b>27 418</b>	<b>32 158</b>

#### 7.4. RELATIONS AVEC LES AUTRES PARTIES LIEES

##### Relation entre BMCE BANK et les Sociétés faisant Partie du Périmètre de Consolidation et la Société Mère.

Les opérations réalisées avec les sociétés consolidées par intégration globale sont totalement éliminées des encours de fin de période. Les encours de fin de période relevant des transactions avec les sociétés consolidées par mise en équivalence et la Société Mère sont maintenus au niveau des états consolidés.

##### Eléments relatifs au bilan

	Société Mère (FINANCE COM)	Sociétés Soeurs	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
<b>Actif</b>				
Prêts, avances et titres	-	3 383 713	215 683	10 704 492
Comptes ordinaires		2 063 672	189 691	9 724 541
Prêts		761 872	25 992	608 632
Titres		558 170		371 318
Opération de location financement				
Actif divers				27 099
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>3 383 713</b>	<b>65 063</b>	<b>10 731 591</b>
<b>Passif</b>				
Dépôts	357 092	1 914 051	9 250	10 140 252
Comptes ordinaires	357 092	1 914 051	9 250	9 985 984
Autres emprunts				154 268
Dettes représentées par un titre				347 615
Passif divers				243 724
<b>Total</b>	<b>357 092</b>	<b>1 914 051</b>	<b>9 250</b>	<b>10 731 591</b>
Engagements de financement et de garantie				
Engagements donnés				2 055 967
Engagements reçus				2 055 967

##### Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	Société Mère (FINANCE COM)	Sociétés Soeurs	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Intérêts et produits assimilés		-34 657	-1 433	-343 418
Intérêts et charges assimilés				439 909
Commissions (produits)		-48 413		-363 728
Commissions (charges)				71 565
Prestations de services données				
Prestations de services reçues	39 500			
Loyers reçus		-70 587	-7 091	-174 307
Autres		83 498		369 964

#### 7.5. CONTRATS DE LOCATION

##### Informations sur les contrats de location financement

	"Investissement brut total"	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Valeurs résiduelles non garanties revenant au bailleur
≤ 1 an	2 982 197	525 926	88 619
> 1 an ≤ 5 ans	9 946 983	5 888 696	320 481
> 5 ans	5 323 246	4 363 988	637 665
<b>TOTAL</b>	<b>18 252 426</b>	<b>10 778 610</b>	<b>1 046 765</b>

##### Informations sur les contrats de location simple

	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Loyers conditionnels totaux comptabilisés dans les produits de la période
≤ 1 an	250 000	
> 1 an ≤ 5 ans	1 000 000	
> 5 ans		
<b>TOTAL</b>	<b>1 250 000</b>	<b>-</b>

La quote-part de la valeur résiduelle dans le total des montants de financement est de 59,95%.



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## VIII - NOTE SUR LES RISQUES

### 8.1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

#### 8.1.1. Typologie des risques

##### 8.1.1.1. Risque de crédit

Inhérent à l'activité bancaire, le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut-être corrélée à d'autres catégories de risques.

##### 8.1.1.2. Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte de valeur d'instruments financiers, résultant des variations de paramètres de marché, de leur volatilité et des corrélations entre eux. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tous les autres actifs.

##### 8.1.1.3. Risque global de liquidité et de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt réside dans la vulnérabilité de la situation financière d'un établissement à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses flux de trésorerie ou ses besoins de collatéral au moment où ils sont dus et à un coût raisonnable.

##### 8.1.1.4. Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme étant le risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

##### 8.1.1.5. Risque pays

Le risque pays comprend le risque politique ainsi que le risque de transfert. Le risque politique provient généralement d'une action du gouvernement d'un pays, telle que la nationalisation ou l'expropriation, ou d'événements indépendants tels qu'une guerre ou une révolution, qui affectent la capacité des clients à honorer leurs obligations.

Le risque de transfert se définit comme le risque qu'un client résident ne puisse pas acquérir des devises dans son pays afin qu'il puisse honorer ses engagements à l'étranger.

#### 8.1.2. Organisation de la gestion des risques

##### 8.1.2.1. Les Instances relevant du Dispositif de Contrôle

· Le Pôle Risques Groupe

L'une des missions attribuée au Pôle Risques Groupe est le renforcement de la surveillance et la maîtrise des risques de crédit, de marché, pays et opérationnels. Le Pôle prend ainsi en charge :

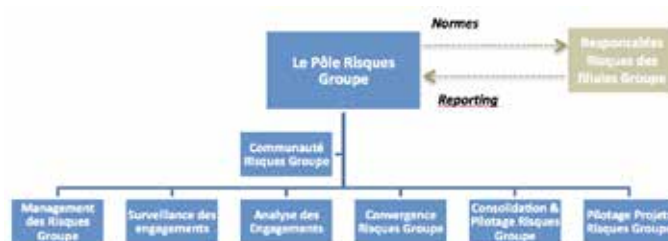
· La définition de la politique des risques du Groupe ;

· La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements ;

· La mise en place d'un système de contrôle des risques liés aux crédits, aux opérations de marché et aux risques opérationnels ;

Le Pôle Risques Groupe est composé de six entités :

- Management des Risques Groupe
- Surveillance des engagements
- Analyse des Engagements
- Convergence Risques Groupe
- Consolidation & Pilotage Risques Groupe
- Pilotage Projets Risques Groupe



##### 8.1.2.2. Les instances de Gouvernance

###### · Comité Risques Groupe

Le Comité des Risques du Groupe BMCE Bank of Africa est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives sont élargies aux filiales directes et indirectes intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Ce Comité assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie et de gestion des risques, notamment en veillant à ce que la stratégie globale des risques soit adaptée au profil de risque de la banque et du Groupe, au degré d'aversion aux risques, à son importance systémique, à sa taille et à son assise financière.

###### · Comités d'Audit et de Contrôle Interne Groupe

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe BMCE Bank of Africa est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives sont élargies aux filiales et autres entités intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe assiste le Conseil d'Administration en matière de contrôle interne, notamment en veillant à ce que le système de contrôle interne et les moyens mis en place soient :

- Cohérents et compatibles de manière à permettre la surveillance et la maîtrise des risques au niveau de la banque et de ses filiales et la production des informations requises par le Régulateur dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe ;

- Adaptés à l'organisation du Groupe ainsi qu'aux activités des entités contrôlées ;

- Les informations financières destinées au Conseil d'Administration et aux tiers soient fiables et exactes, de nature à ce que les intérêts légitimes des actionnaires, des déposants et des autres parties prenantes soient préservés ;

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

- L'examen des comptes sociaux et consolidés soit réalisé avant leur soumission au Conseil d'Administration.

#### • Comité de Direction Générale

Le Comité de Direction Générale Groupe est en charge de la déclinaison en actions et mesures opérationnelles des orientations stratégiques du Groupe et de leur suivi.

Ce Comité, dont la périodicité est hebdomadaire, a pour principales missions le pilotage de l'activité de la Banque, la conduite des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques, le suivi du volet RH, la politique de communication commerciale, institutionnelle et financière.

#### • Comité de Pilotage & Gestion des Risques Groupe

Issue du Comité de Direction Générale du Groupe BMCE Bank of Africa, le Comité de Pilotage et Gestion des Risques BMCE Bank l'assiste en matière de gestion et suivi effectifs et opérationnels du (de la) :

- Dispositif de pilotage des risques du Groupe ;
- Cohérence des activités du Groupe avec les Politiques des risques et limites fixées.

Le Comité s'assure de l'efficacité du dispositif de pilotage des risques et de son adéquation avec la politique de gestion des risques définie sur les volets risques de Crédit, Marché, Pays et Opérationnels.

#### 8.1.2.3. Les Comités de crédit

##### • Comité de Crédit Senior

Il est présidé par le Président Directeur Général de la Banque et vice présidé par l'ADG Exécutif Groupe. Il est spécialisé par marchés, l'un en charge de l'Entreprise et la Grande Entreprise et l'autre des Particuliers & Professionnels.

Ces comités se réunissent deux fois par semaine et regroupent les Seniors Managers de la Banque.

##### • Comité de Crédit Régional

Le Comité de Crédit Régional (CCR) est tenu une fois par semaine. Les dates de tenue du CCR sont décidées par le Directeur Régional de chaque Région et communiquées à l'ensemble des membres.

#### 8.1.2.4. Le Comité de surveillance des comptes sensibles

Dans le cadre du suivi du portefeuille, le comité de surveillance des comptes sensibles (central et restreint) se réunit mensuellement afin de suivre l'assainissement des comptes à risques et comptes en anomalie.

## 8.2. RISQUE DE CREDIT

L'activité de crédit de la Banque s'inscrit dans le cadre de la politique générale de crédit approuvée par les hautes instances de la Banque. Parmi les principes directeurs énoncés figurent les exigences du Groupe en matière de déontologie, d'attribution des responsabilités, d'existence et de respect des procédures et de rigueur dans l'analyse du risque.

Cette politique générale est déclinée en politiques et en procédures spécifiques adaptées à la nature des activités et des contreparties.

### 8.2.1. Circuit de décision de crédit

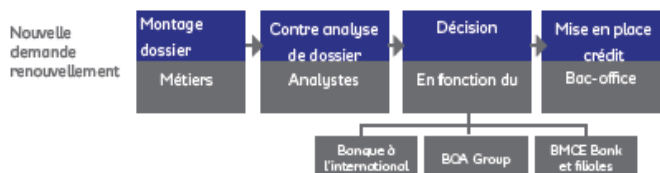
#### 8.2.1.1. Principes généraux

Le processus d'octroi au niveau de l'ensemble du Groupe BMCE Bank of Africa répond au principe de la Troïka et repose sur les principes suivants :

- L'ensemble des demandes de crédit suit le même processus d'octroi consistant à assurer le principe de la Troïka (à minima). Ainsi, au moins 3 personnes, dont impérativement une de la Filière Risques, doivent approuver toute demande de crédit sauf dans certains cas exceptionnels définis.
- La prise de décision, conjointe aux Filières Risques et Commerciale – avec au préalable une analyse contradictoire – s'exerce sur les dossiers accordés dans la délégation de pouvoirs aussi bien en local qu'en central, et ce dans une structure pyramidale à plusieurs niveaux, dont le niveau hiérarchique supérieur assure le rôle d'arbitre éventuel en l'absence de consensus
- Recours à la procédure d'escalade (n+1) en cas de désaccord entre la filière Risque et la Filière Commerciale

#### 8.2.1.2. Les structures

La vision globale du processus d'octroi de crédit est schématisée comme suit :



- Le montage du dossier de crédit incombe à la Filière Commerciale, chargée de la relation commerciale avec le client ;
- L'analyse contradictoire du dossier de crédit est réalisée par les Analystes crédit faisant partie de la Filière Risques de l'entité ;
- La prise de décision est conjointe aux Filières Risques et Commerciale, selon leurs niveaux de délégations respectifs ;
- La mise en place du crédit est effectuée par un back-office, structure indépendante des Filières Risques et Commerciale.

#### 8.2.1.3. La prise de décision et le choix des circuits

Afin de faciliter l'exercice de notification, le principe d'une seule décision pour chaque proposition de crédit présentée doit être respecté.

Les décisions de crédit sont prises soit par circulation de dossier, soit par tenue d'un Comité de Crédit, via un processus manuel ou électronique.

#### 8.2.1.4. La délégation

Le dispositif de décision en matière de crédit repose sur un système de délégation qui prend sa source dans les pouvoirs conférés par le Conseil d'Administration d'une entité à des collaborateurs ou groupes de collaborateurs, dans les limites qu'il estime opportunes.

La délégation peut faire l'objet d'une subdélégation en fonction de l'organisation, des volumes, des produits et des risques.



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

La délégation de pouvoir aux collaborateurs est intuitu personae sur la base de leurs capacités de jugement, expériences, compétences personnelles et professionnelles et formations.

### 8.2.1.5. Les règles d'approbation

La décision d'octroi de crédit est soumise à l'appréciation de la Troïka ou des Comités de crédit selon les niveaux d'approbation.

Le système des délégations de crédit en vigueur définit le nombre de niveaux de décision suivants:

- Un premier niveau local au sein de chaque filiale ;
- Un niveau de HUB (BOA Groupe et Banque à l'International) ;
- Un niveau Central au niveau de BMCE Bank.

Le niveau local au sein de l'entité peut faire l'objet d'une subdélégation en fonction de l'organisation de l'entité, des volumes, des produits et des risques.

### 8.2.1.6. La composition d'un dossier de crédit

Toute demande de mise en place d'une ligne de crédit doit satisfaire aux conditions d'éligibilité du produit conformément aux fiches signalétiques de chaque produit de crédit. Toute décision de crédit est prise sur la base d'un dossier de crédit standard dont le format est défini en liaison avec la Filière Commerciale et la Filière Risques concernées et en coordination avec le Pôle Risques Groupe.

Un dossier de crédit est préparé pour chaque contrepartie ou transaction sur laquelle l'entité souhaite s'engager, ou sur laquelle l'entité est engagée dans le cas d'une revue annuelle ou d'un renouvellement et ce, sur la base des documents communiqués par le client tels que précisés dans les check-lists produits.

La check-list des documents à communiquer par le client et le canevas d'analyse sont homogènes au niveau du groupe et ils sont cadrés selon la nature des crédits. Le contenu d'un dossier de crédit doit fournir aux décisionnaires les informations et analyses qualitatives et quantitatives requises pour permettre la décision de crédit.

La Filière Commerciale en charge de la préparation du dossier de crédit est responsable de son contenu.

Le dossier de crédit reste le seul document de référence à toute prise de décision de crédit ; il doit être revêtu de toutes les signatures ou visas garantissant la qualité de son instruction au niveau voulu de la chaîne des responsabilités.

## 8.3. DISPOSITIF DE NOTATION

BMCE Bank dispose d'un outil de notation interne couvrant plusieurs segments de clientèle.

### 8.3.1. Principes directeurs de la notation

#### 8.3.1.1. Unicité de la notation

La notation est établie pour chaque client, chaque client étant entendu comme un code tiers Groupe. Le processus de notation est ainsi réalisé pour chaque code tiers Groupe de telle manière à ce qu'un tiers ait une, et une seule note. Ainsi, BMCE Bank s'assure de l'unicité de la note pour chaque contrepartie évaluée.

#### 8.3.1.2. Intégrité de la notation

Selon les principes réglementaires, les attributions de notations et leurs révisions périodiques doivent être réalisées ou approuvées par une partie qui ne bénéficie pas directement de l'octroi du crédit. Cette notion d'intégrité de la note est un élément central de la charte de gestion des risques de crédit qui doit permettre de renforcer et d'encourager l'indépendance du processus de notation.

#### 8.3.1.3. Singularité de la notation

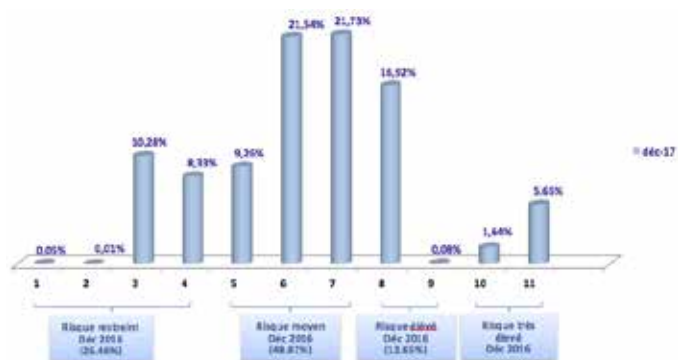
Pour chaque tiers de la Banque, un type de contrepartie est codifié. La notation de chacun des tiers est ainsi réalisée à partir du modèle associé à la contrepartie de référence de telle sorte que pour chaque tiers (dont le type de contrepartie est singulier et donc unique) l'évaluation soit réalisée à l'aide d'un seul modèle de notation, mais avec les données caractéristiques propres à la contrepartie concernée. Ainsi, BMCE Bank s'assure de la singularité de la note pour chaque contrepartie.

### 8.3.2. Échelle de notation

Selon l'échelle de notation adoptée par le Groupe BMCE Bank of Africa, la note finale de la contrepartie s'échelonne sur 11 niveaux :

CATÉGORIE	CLASSE	DÉFINITION
Risque restreint	1	Extrêmement stable à court et moyen terme; très stable à long terme; capable même après de graves bouleversements
	2	Très stable à court et moyen terme; stable à long terme; solvabilité suffisante même lors d'événements néfastes persistants
	3	Soluble à court et moyen terme même après de grosses difficultés; de légers développements néfastes peuvent être absorbés à long terme
	4	Très stable à court terme; aucune modification menaçant le crédit attendu dans l'année à venir; substance suffisante à moyen terme pour pouvoir survivre; évolution à long terme encore incertaine
Risque moyen	5	Stable à court terme; aucune modification menaçant le crédit attendu dans l'année à venir; ne peut absorber que de petits développements néfastes à moyen terme
	6	Capacité limitée à absorber des développements néfastes modérés
	7	Capacité très limitée à absorber des développements néfastes modérés
Risque élevé	8	Faible capacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Tout changement des conditions économiques et commerciales internes et externes rendra difficile le respect des engagements.
	9	Incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Le respect des engagements est lié à l'évolution favorable des conditions commerciales et économiques internes et externes.
Risque très élevé	10	Très fort risque de défaillance; incapacité de remboursement des intérêts et de principal à temps. Déficit partiel de paiement des intérêts et de capital.
	11	Défaut total de paiement des intérêts et de capital

Ainsi au 31 Décembre 2017, la répartition du portefeuille par classe d'actif se présente comme suit :





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

### 8.3.3. Scoring des particuliers

Le Scoring pour le segment clientèle Retail, consiste en la modélisation statistique du défaut et des comportements à risque.

Une grille de score comportemental – Cotation Bâle 2 pour les clients salariés est en production depuis 2013. La cotation est affichée au niveau de la GRC avec des commentaires explicatifs de la cotation. La fréquence d'actualisation de la cotation est quotidienne.

Une grille de score d'octroi pour les particuliers détenteurs d'un crédit immédiat conventionné a été modélisée. La jonction entre la notation Entreprise et le Scoring Retail est réalisée à travers la notation des conventions.

Un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation est en cours de mise en place.

Une grille de score pour les MRE a été modélisée, validée et mise en production courant 2017.

Un modèle de Scoring comportemental des professionnels a été finalisé et développé au cours de l'année 2014. Le déploiement a été réalisé au cours de l'année 2015. Un backtesting et recalibrage du modèle a été réalisé en 2017.

Un modèle de scoring comportemental de la TPE a été mis en place et déployé fin 2017 avec un affichage d'une cotation de A à K au niveau de la GRC.

### 8.4. DISPOSITIF DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE DES RISQUES DE CREDIT

Le dispositif de contrôle et surveillance des risques de crédit permet d'assurer les contrôles de deuxième niveau, distincts de la surveillance quotidienne assurée par la Filière Commerciale.

L'application de ce dispositif est adaptable selon l'organisation propre des filiales du Groupe concernées en concertation avec le Pôle Risques Groupe.

L'objectif principal des contrôles du Pôle Risques Groupe est d'assurer l'efficacité du système d'alerte précoce permettant, tant la gestion des risques que l'anticipation par la Filière Commerciale de risques potentiels pour une gestion appropriée du portefeuille de la Banque. Le Pôle Risques Groupe, à travers la Direction Surveillance des engagements, s'assure aussi que la surveillance de la Filière Commerciale est effectuée convenablement et alerte sur les défaillances notaires.

Les principales missions opérationnelles du Pôle Risques Groupe, dans le cadre du dispositif de contrôle et de surveillance des risques de crédit, peuvent être synthétisées comme suit :

- Assurer les contrôles à priori ;
- Assurer les contrôles à postériori ;
- Identifier et suivre le portefeuille engagement selon plusieurs axes d'analyses : produits, maturités, bénéficiaires, secteurs d'activité, agences, zones géographiques, ... ;
- Fixer et suivre les limites de concentration ;
- Détecter et assurer le suivi des comptes à risques ;
- Classer le portefeuille des créances en souffrance selon les critères réglementaires et procéder à son provisionnement ;

- Conduire des stress tests ;
- Établir les reportings réglementaires et de pilotage interne.

#### 8.4.1. Contrôle à priori

Les contrôles à priori comprennent l'ensemble des contrôles de conformité mis en œuvre avant la 1ère autorisation et utilisation d'une ligne de crédit. Ces contrôles viennent en complément des contrôles automatisés et de ceux effectués par la Filière Commerciale, le Back Office, le Département Juridique...

La mise en œuvre de ces contrôles est assurée par le Pôle Risques Groupe. Ces contrôles concernent principalement :

- Les données de la proposition de crédit ;
- Le respect du niveau de délégation ;
- La conformité de la documentation juridique ;
- Des conditions et réserves émises avant la 1ère utilisation des fonds ou de la facilité ;
- Les données saisies dans le système d'information.

#### 8.4.2. Contrôles à posteriori

À l'instar des contrôles à priori, les contrôles à posteriori sont assurés par le Pôle Risque Groupe.

L'objectif de ces contrôles est d'assurer la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques de crédit avec une vision portefeuille et non seulement contrepartie. Une attention particulière est ainsi portée sur la qualité du crédit, l'anticipation et la prévention des irrégularités et des risques d'une part, et au contrôle et à la surveillance du suivi des risques par la Filière Commerciale d'autre part.

##### 8.4.2.1. Pilotage du portefeuille des engagements

Le pilotage du portefeuille des engagements du Groupe et de ses entités est opéré à travers plusieurs indicateurs, tant sur les risques à l'octroi que sur les risques en cours de vie des dossiers.

Les analyses multicritères du portefeuille des engagements sont un contrôle à postériori qui consiste à identifier et à suivre tous les engagements du Groupe et de ses entités selon plusieurs axes d'analyse dont notamment : produits, maturités, clients, groupes d'affaires, segments de clientèle, notations de contrepartie, catégories de créances (saines et souffrance), secteurs d'activité, agences, zones géographiques, types de sûreté, ... Les analyses multicritères sont un outil de pilotage des risques de crédit.

La production des analyses multicritères du portefeuille des engagements est de la responsabilité de la Filière Risques de crédit qui assure par ailleurs le reporting des risques de crédit, tant en interne, vis-à-vis des Comités des Risques et du management, qu'en externe, Vis-à-vis des régulateurs.

##### 8.4.2.2. Limites de concentration

La gestion des risques de crédit s'appuie sur un dispositif selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis risques et de limites de risques formalisées. Pour le Groupe BMCE Bank of Africa, le risque de concentration de crédit peut découler de l'exposition envers :

Des contreparties individuelles ;



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

Des groupes d'intérêt ;

Des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à un même pays.

#### 8.4.2.2.1. Contreparties individuelles

Le Groupe procède mensuellement au suivi des concentrations individuelles, sur base sociale et consolidée, et assure une surveillance rapprochée des engagements de ses 10, 20 et 100 premiers clients ayant les plus grands engagements.

A fin Décembre 2017, les engagements envers ces principaux débiteurs se présentent comme suit :

	Décembre 2017	
	Décaissement	% dans le total
ENGAGEMENTS DES 10 PREMIERS CLIENTS	11 302	6%
ENGAGEMENTS DES 20 PREMIERS CLIENTS	18 065	10%
ENGAGEMENTS DES 100 PREMIERS CLIENTS	41 079	22%

#### 8.4.2.2.2. Groupes d'intérêt

La diversification par contrepartie du portefeuille fait l'objet d'un suivi régulier, notamment dans le cadre des politiques de concentration individuelle du Groupe. Ainsi, les risques de crédit encourus sur des contreparties ou groupe de contreparties bénéficiant de concours relativement importants, supérieurs à 5% des fonds propres, font l'objet d'une surveillance particulière, tant sur base individuelle que consolidée.

De plus, le contrôle des grands risques s'assure également que le montant total des risques encourus sur chaque bénéficiaire ne dépasse pas 20% des fonds propres nets consolidés du Groupe comme exigé par la réglementation bancaire marocaine. Le Groupe BMCE Bank of Africa veille au respect des seuils de concentration de la directive de Bank Al Maghrib.

#### 8.4.2.2.3. Contreparties appartenant à un même secteur d'activité

La méthodologie de fixation des limites sectorielles mise en place est fondée sur un modèle statistique se basant sur le taux de défaillance historique et le nombre de contreparties par secteur d'activité et par classe de risque (rating).

L'objectif étant la modélisation du risque de défaut par des techniques économétriques appropriées, en utilisant une variable aléatoire dépendante dont la valeur est le résultat du dénombrement des réalisations des événements de défaut.

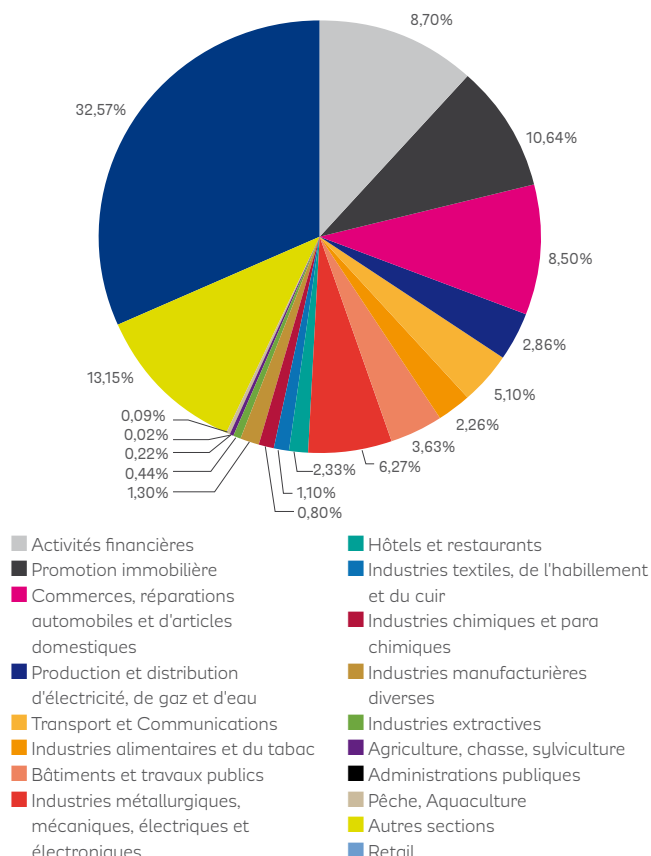
La démarche est basée sur les hypothèses de l'indépendance des contreparties et la non corrélation des défauts. Ainsi, la notion clé de cette approche méthodologique est la probabilité de défaut d'une contrepartie donnée. Cette probabilité est mesurée par le biais de l'exploitation du taux de défaillance du couple rating /secteurs d'activité.

Le modèle permet aussi de calibrer les enveloppes à allouer à chaque secteur d'activité compte tenu notamment du plan de développement de la banque et de la sinistralité sectorielle. Cette démarche adoptée par le Pôle Risques Groupe est complétée par la mise en œuvre de back Testing du modèle semestriellement.

La revue des limites sectorielles est réalisée semestriellement en concertation avec la filière commerciale et le Centre d'Intelligence Économique de la banque qui apportent leur vision métier et chiffrage des perspectives macroéconomiques et sectorielles. Les avis de ces entités permettent ainsi de challenger et de conforter davantage la pertinence du

modèle par rapport au contexte économique.

La répartition des engagements du Groupe sur la clientèle par secteurs d'activités se présente comme suit à fin Décembre 2017 :



#### 8.4.2.2.4. Contreparties appartenant à un même pays

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

Le risque pays peut aussi résulter de la limitation de la libre circulation des capitaux ou d'autres facteurs politiques ou économiques, il est alors qualifié de risque de transfert. Il peut également découler d'autres risques en liaison avec la survenance d'événements impactant la valeur des engagements sur le pays concerné (désastres naturels, chocs extérieurs).

La politique risque pays du Groupe a comme principal objectif la mise en place d'un système qui permet d'évaluer, limiter, réduire et si nécessaire suspendre de manière prudente ses engagements sur les pays à haut risque et ce, d'une manière synchronisée à l'échelle du Groupe.

La politique risque pays comprend outre la stratégie de prise en charge du risque pays, les principes de recensement, de gestion et de contrôle de ces risques ainsi que les structures organisationnelles responsables. L'élément central de ce dispositif de gestion permettant la prévention du risque est le système de délégation et de limitation des engagements.

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

Ce système a été conçu de manière à être de plus en plus limitatif au fur et à mesure que le risque pays augmente. Ainsi, le niveau d'engagement est calibré en fonction du niveau du risque pays, reflété par la notation attribuée à chaque pays, et du pourcentage de fonds propres de chaque entité du groupe.

Les engagements de BMCE Bank sont pour la plus grande partie domestiqués au Maroc. Les engagements sur les contreparties étrangères de BMCE Bank concernent les établissements de crédit étrangers. Ces engagements font l'objet :

- d'une autorisation après une notation et analyse des fondamentaux de chaque contrepartie ;
- d'un suivi mensuel, et sont communiquées à la banque centrale à travers un état réglementaire.

Les reportings réalisés offrent une vue d'ensemble de l'engagement global du Groupe BMCE Bank of Africa à l'égard des contreparties bancaires étrangères. Ils reflètent l'engagement par pays qui comprend l'ensemble des actifs inscrits au bilan et en Hors bilan représentant des créances sur les résidents des pays étrangers.

En complément de ces états, le Management des Risques Groupe élabore mensuellement un rapport analytique sur les expositions étrangères du Groupe BMCE Bank of Africa. Ce rapport permet d'apprécier le niveau des expositions étrangères du Groupe BMCE Bank of Africa et constitue un tableau de bord pour le suivi de l'évolution du Risque inhérent à chaque pays. Le dispositif risque pays du Groupe se présente comme suit :



Le Management des Risques Groupe a entamé des travaux pour étendre le dispositif de gestion du risque pays à toutes ses filiales en Afrique et ce dans le cadre du projet de déploiement du dispositif de Contrôle Interne et de Maîtrise des Risques Groupe.

### 8.4.2.3. Contrôle des comptes en anomalie et des comptes à risques

#### 8.4.2.3.1. Contrôle des comptes en anomalie

Ce contrôle à posteriori a pour objectif de détecter les utilisations irrégulières de comptes et d'identifier les anomalies récurrentes afin d'en exiger la régularisation par la Filière Commerciale ou a minima la justification de leur irrégularité.

Ce contrôle est donc réalisé indépendamment de la gestion quotidienne assurée par la Filière Commerciale. Les comptes en anomalies les plus importants se rapportent aux dossiers de crédits dont :

- les autorisations de crédits sont échues ;
- les garanties ne sont pas constituées ;
- les lignes de crédits ne sont pas utilisées pendant plus de 6 mois.

Ces critères constituent des conditions minimales de dossiers présentant des anomalies qui font l'objet d'une détection, automatisée, et d'un suivi conjoint avec la Filière Commerciale.

#### 8.4.2.3.2. Contrôle des comptes à risques

Les comptes à risques représentent un risque susceptible de s'aggraver ultérieurement engendrant ainsi un coût pour la Banque. Ils sont constitués des engagements qui présentent, soit une dégradation avérée de la qualité des risques identifiée par des critères quantitatifs, soit une dégradation potentielle des risques identifiée par des critères qualitatifs.

Les comptes à risques sont constitués des comptes qui :

- Sont gelés : La notion de comptes gelés signifie des comptes à vue qui, après fusion si prévue, n'enregistrent pas de mouvements créditeurs réels sur une durée de 30 jours (hors déblocage de crédit...) couvrant au moins le montant des agios imputés à ces comptes ainsi qu'une partie significative (12% du solde débiteur) desdits soldes débiteurs
- Enregistrent des impayés tels que :
  - les encours des crédits amortissables dont une échéance n'est pas réglée 30 jours après son terme ;
  - les encours des crédits remboursables en un sont pas honorés 30 jours après leur terme ;
  - les créances commerciales escomptés par la Banque et retournées impayées,
- Enregistrent des dépassements persistants, au-delà d'un mois, par rapport aux autorisations accordées. Toutefois, afin d'éviter d'éventuels risques opérationnels, les entités contrôlent sur base hebdomadaire, les dépassements autorisés d'un certain niveau (discretion locale de chaque entité).
- Enregistrent des expositions dont le remboursement est susceptible d'être incertain en raison de considérations liées à d'autres informations quantitatives ou qualitatives négatives sur le client telles : une notation en risque élevé, événements et litiges concernant les principaux actionnaires (décès, redressement judiciaire...).

Ces critères constituent des conditions minimales de détection des comptes à risques.

La Filière Commerciale, qui de par sa connaissance et son suivi quotidien



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

de ses relations, et le Pôle Risques Groupe font ressortir et présenter comme compte à risques tout autre compte, si ils le jugent nécessaire. L'appréciation, l'intervention et la complémentarité entre les Filières Commerciale et Risques demeurent déterminantes dans l'identification des critères nécessitant une inscription parmi les comptes à risques.

La responsabilité du suivi, au jour le jour, de ces risques incombe à la Filiale Commerciale. Toutefois, la détection de ces comptes à risques sur base mensuelle est de la responsabilité de la Filiale Risques. La détection est effectuée, pour les critères quantitatifs, par le biais d'extractions informatiques des applications et systèmes opérants.

Dès la constatation de ces risques caractérisés et certains, la Filiale Risques demande des explications à la Filiale Commerciale. Cette dernière met en œuvre tous les moyens à sa disposition afin d'assurer la récupération de la créance.

#### 8.4.2.3.3. Revue annuelle des dossiers

Tout client particulier ou entreprise ayant un engagement à l'égard d'une entité du groupe fait l'objet d'une revue annuelle par le Comité de crédit compétent, qu'il y ait ou non besoin d'approbation ou de renouvellement d'une facilité.

Le Pôle Risques Groupe à la responsabilité de tenir à jour en permanence le calendrier prévisionnel des revues annuelles, en liaison avec la Filiale Commerciale.

#### 8.4.2.3.4. Contrôles thématiques

Contrairement aux contrôles précités, les contrôles thématiques n'ont pas un caractère systématique, ils concernent un point ou un risque spécifique selon les besoins. Ils sont réalisés par Le Pôle Risques Groupe à la demande de la Direction Générale ou autres instances de gouvernance.

#### 8.4.3. Classification des crédits

Après la revue mensuelle du portefeuille de la Banque et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et comités de déclassement et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le tableau présente la valeur nette comptable des encours de créances non dépréciées présentant des impayés (par antériorité d'impayés) et des encours dépréciés de l'activité au Maroc :

En millions de dirhams	2017				
	Echéancier des encours non provisionnés ayant des impayés				Actifs dépréciés (CES)
	< 90 jours	>90 jours < 180 jours	>180 jours < 1 an	Total	
Grande Entreprise	215	32	0	247	523
Réseau Entreprises	225	46	2	273	1 395
Réseaux Particuliers et Professionnels	647	28	23	698	5 676
<b>Total</b>	<b>1087</b>	<b>106</b>	<b>25</b>	<b>1218</b>	<b>7 593</b>

En millions de dirhams	2016				Actifs dépréciés (CES)
	Echéancier des encours non provisionnés ayant des impayés			Total	
	< 90 jours	>90 jours < 180 jours	>180 jours < 1 an		Total
Grande Entreprise	940	0	0	940	1 934
Réseau Entreprises	44	271	42	357	2 591
Réseaux Particuliers et Professionnels	511	126	28	664	3 185
<b>Total</b>	<b>1 495</b>	<b>397</b>	<b>70</b>	<b>1 961</b>	<b>7 710</b>

#### 8.4.4. Garanties

Le Groupe reçoit différentes catégories de garanties en contreparties de ces concours de crédit. En règle générale, les garanties exigées sont en fonction de deux éléments : la nature des crédits demandés et la qualité des contreparties.

Ainsi, le Groupe dispose systématiquement pour tous les crédits immobiliers (crédits à l'habitat et crédits à la promotion immobilière) des hypothèques sur les biens financés ainsi que des délégations d'assurance.

De même, le financement des marchés publics, des marchandises, du matériel d'équipement et des fonds de commerces est systématiquement garanti par des nantissements des éléments financés ainsi que par des délégations d'assurance.

En plus de ces garanties, le Groupe conforte généralement sa position par des cautions personnelles des contreparties chaque fois qu'il estime nécessaire en fonction de la qualité de ces derniers.

#### 8.4.5. Conduite de stress-tests

Le Groupe BMCE Bank of Africa effectue semestriellement des simulations de crise (stress tests) pour évaluer la vulnérabilité de son portefeuille de crédits en cas de retournement de conjoncture ou de détérioration de la qualité des contreparties.

Les stress-tests sont conduits afin d'apprécier la capacité de la Banque à résister en cas d'événements extrêmes inattendus. Opérationnellement, ils consistent en des simulations de scénarii de défaut d'un pourcentage de contreparties dont la finalité est d'en mesurer l'impact sur les provisions et par conséquence sur la rentabilité et les fonds propres prudentiels.

La pertinence des différents scénarii fait objet d'un examen régulier deux fois par an. Cet examen est effectué en fonction d'objectifs escomptés de la réalisation des stress tests et chaque fois que les conditions du marché laissent entrevoir une évolution potentiellement défavorable susceptible d'impacter sérieusement la capacité du Groupe à y faire face.

Les résultats des stress test sont portés à la connaissance du Comité de Pilotage et de Gestion des risques Groupe ainsi qu'au Comité des Risques Groupe.

#### 8.4.6. Reporting Risques de crédit

Dans le cadre du suivi des risques de crédit, Risques Groupe a mis en place une procédure spécifique pour l'élaboration de reporting risques crédit afin d'améliorer et d'harmoniser le pilotage du risque de crédit au niveau de l'ensemble du Groupe. Ces reportings visent à répondre aux besoins des interlocuteurs dédiés, à des fins de surveillance, de pilotage ou réglementaire. Ils servent également de support à la communication financière du Groupe BMCE Bank of Africa.



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

Ces reportings viennent ainsi compléter les différents reportings réglementaires que doit élaborer le Pôle Risques Groupe pour répondre aux exigences réglementaires Groupe et locales d'une part, et les états de reportings comptables et autres à caractère risques élaborés par les autres fonctions de l'entité d'autre part. Le principe d'élaboration de ces reportings consiste à présenter une synthèse de la gestion des risques des différentes entités.

Le reporting des risques de crédit concerne l'ensemble des risques de crédit induits par les activités sur l'ensemble des entités du Groupe BMCE Bank of Africa. Chaque entité s'organise selon ses spécificités pour répondre aux besoins de ces reportings.

#### 8.4.7. Déploiement du dispositif de maîtrise des risques au niveau des filiales à l'international

La phase de l'opérationnalisation du Programme Convergence, en ligne avec les ambitions du Groupe, a bien avancée au cours de l'exercice 2017, qui a été marqué par la poursuite du déploiement des dispositifs au sein de nouvelles filiales afin de couvrir l'ensemble du périmètre géographique du Groupe.

##### Dispositif Risque de crédit

###### Lot 1 : Organisation, schéma délégué, pilotage et reporting

Le déploiement du dispositif Risques de Crédit a été finalisé pour 15 filiales BOA (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger, Madagascar, Mali, Kenya, Uganda, Tanzanie, Mer Rouge, Ghana, RDC, Togo et France) ainsi que pour les filiales marocaines (SALAFIN, MAGREBAIL, et MAROC FACTORING), la LCB et BBI Londres.

Des actions fortes de conduite de changement ont été menées tout au long de l'année 2017 pour l'ensemble des filiales.

Le déploiement au niveau de la BCB sera réalisé au premier semestre 2018.

La finalisation du déploiement pour BBI Madrid est prévue pour le premier semestre 2018.

Le Reengineering des processus du domaine « crédit » est finalisé au niveau de 14 filiales BOA (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Madagascar, Togo, Mer rouge, Kenya, Ouganda, RDC, Mali, Tanzanie et Ghana).

Le lancement du déploiement du lot 1 au niveau de BOA Rwanda et BCB est prévu courant 2018.

Parallèlement, les développements informatiques de la Base Tiers et Engagements Groupe par les équipes IT BMCE sont finalisés. Cette Base Groupe est un outil incontournable pour le pilotage et le monitoring des risques de crédit à un niveau consolidé :

- Les données Tiers et Engagements des 23 filiales du Groupe BMCE (BMCE Bank, 16 filiales BOA, 3 filiales marocaines, la LCB, BBI Madrid et BBI Londres) sont intégrés dans la Base Engagements Groupe, couvrant ainsi plus de 98% des engagements du Groupe.

- De plus, afin de répondre aux exigences réglementaires de Bank Al Maghrib, aux exigences réglementaires Bâle II / Bâle III pour la zone UEMOA et aux besoins de pilotage interne du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Pôle Risques Groupe a mis en place, en collaboration avec les équipes IT et Risques des deux pilotes BOA Burkina Faso et BOA Bénin, une solution de back up dans le

cadre du plan de continuité d'activité de la BEG pour ces 2 filiales.

- Cette solution sera déployée au niveau des autres filiales BOA à partir de Mars 2018

###### Lot 2 : Stress tests et limites de concentration (Lot 2)

Des travaux ont été menés au cours de 2017 et ont permis d'élaborer un nouveau modèle plus simplifié pour la gestion des limites de concentration.

Les premiers résultats concernant les limites de concentration et les stress tests pour le site pilote « BOA Bénin » ont été présentés lors du « Séminaire Risque » tenu en Mai 2017.

Un calendrier de déploiement a été validé pour l'accompagnement des filiales en 2018. Un kit de déploiement sera mis en place et diffusé auprès du Groupe BOA comprenant la présentation de la méthodologie, les outils de calcul et les procédures relatives aux stress tests et limites de concentration. Le déploiement au sein des 7 filiales de la Zone UEMOA sera réalisé d'ici Juin 2018 et le reste des filiales avant fin 2018.

Le déploiement au sein de la filiale Maroc factoring a été finalisé fin 2017 et les autres filiales marocaines sont prévues pour le second semestre 2018.

##### Dispositif Risques opérationnels

###### Lot 1 : Moyens de paiement, Gestion des comptes clients, Crédit, International et Comptabilité

Le déploiement du dispositif Risques Opérationnels a été finalisé pour les 15 filiales BOA (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger, Madagascar, Mali, Kenya, Uganda, Tanzanie, Mer Rouge, Ghana, RDC, Togo et France) ainsi que pour les filiales marocaines (Salafin, Maghrebail, Maroc Factoring, Bmce Capital), la BMCE Euroservices, la LCB, BBI Madrid et BBI Londres.

L'élaboration de la cartographie RO du Lot 1 auprès de BOA Rwanda est prévu pour le premier semestre 2018.

###### Lot 2 : RH, IT, Moyens généraux, Epargne, Banque à distance, Gestion financière, Juridique, Marketing & communication, Trésorerie, Recouvrement, Sécurité & Assurances

En 2017, la cartographie des risques opérationnels a été élargie à l'ensemble des autres domaines restants du Lot 2 et finalisé pour l'ensemble des filiales BOA francophones et anglophones à l'exception de BOA RDC et Rwanda. Le déploiement de la cartographie RO lot 2 pour ces dernières est prévu courant premier semestre 2018.

Le déploiement des domaines non couverts par BMCE BANK, les filiales marocaines et BBI Londres sont à finaliser en début 2018.

##### Communauté Risques Groupe

La Communauté Risque Groupe a atteint un niveau de maturité perceptible grâce à des politiques et pratiques Risques communes. Les principales réalisations de la communauté Risques Groupe au titre de l'exercice du premier semestre de 2017 sont les suivantes :

- La formation Certifiante ARM (Associate in Risk Management) de la Communauté Risques Groupe délivrée par la Business Risk Academy :
- 51 collaborateurs (francophones & anglophones) de la communauté Risques Groupe sont certifiés ARM 54\*
- 18 collaborateurs (francophones) de la communauté Risques Groupe sont certifiés ARM 54\* et ARM 56\*





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

- La tenue de la 3ème édition du Séminaire annuel de la Communauté Risques Groupe à Casablanca en Mai 2017 pour le renforcement de la communauté Risques Groupe

## 8.5. DESCRIPTIF DU DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

BMCE Bank a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciaux tels que les risques de liquidité et de taux d'intérêts, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un horizon moyen long terme, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place veille à :

Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur Economique des Fonds propres ;

Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;

S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque

Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance qui se présentent.

La Banque a institué un Comité ALCO, afin de suivre la réalisation de ces objectifs, avec comme principales missions :

Formuler la politique actif – passif ;

Organiser et animer les sous comités actif-passif ;

Avoir une connaissance approfondie des types de risques inhérents aux activités de la Banque et rester informé de l'évolution de ces risques en fonction de la tendance des marchés financiers, des pratiques de gestion de risques, et de l'activité de la Banque ;

Revoir et approuver les procédures destinées à limiter les risques inhérents aux activités de la Banque en matière d'octroi de crédits, d'investissements, de trading et autres activités et produits significatifs ;

Maîtriser les systèmes de reportant qui mesurent et contrôlent quotidiennement les principales sources de risque ;

Revoir et approuver périodiquement les limites de risque en fonction de changement éventuels dans la stratégie de l'institution, approuver les nouveaux produits et réagir à des changements importants des conditions de marche ;

S'assurer que les différentes lignes de business sont convenablement gérées, par les RH ayant un niveau de connaissance, d'expérience et d'expertise homogène avec la nature des activités supervisées.

Responsabilités des différents intervenants dans la gestion du risque de taux et de liquidité

Le maintien de l'équilibre bilanciaux à court et moyen terme, suppose l'implication de l'ensemble des intervenants au niveau de la Banque, et la définition des responsabilités de chacun dans la gestion du risque de liquidité.

C'est ainsi que chaque entité de la Banque dispose d'un budget / objectifs valides au Comité de Direction General sur un horizon moyen terme, permettant ainsi aux instances appropriées de suivre et de contrôler de manière ordonnée la réalisation du plan triennal de manière globale dans le respect des grands équilibres de la Banque et des ratios réglementaires.

Le département ALM suit sur une base régulière l'évolution de la structure

bilancielle par rapport au plan et signale tout écart dans le cadre du comité ALCO ou toutes les entités sont représentées pour prendre les dispositions correctrices nécessaires.

### Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan.

Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyens et longs termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements des qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

Le Coefficient LCR (Liquidity Coverage Ratio), affiche 179% sur base consolidée au 31 décembre 2017 au-dessus de la limite réglementaire de 80% fixée par Bank Al Maghrib pour l'année 2017.

Le profil des impasses cumulées : la technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long terme.

Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

### Echéancier par maturité

· Le tableau suivant présente les soldes au bilan des actifs et passifs financiers par date d'échéance contractuelle.

· L'échéance des actifs et passifs financiers évalués en valeur de marche relevant du portefeuille de négoce et du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente est réputée non déterminée dans la mesure où ces instruments financiers sont liquides, destinés à être cédés ou remboursés ou mis en pension avant la date de leur maturité contractuelle.

### Risque de Taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges prévisionnelles de la banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur Economique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

	déc 17						déc 16							
	A Vue	de J/J à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Échéance non déterminée	Total	A Vue	de J/J à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Échéance non déterminée	Total
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	15 498						15 498	12 156						12 156
Actifs financiers évalués à la juste valeur						34 003	34 003						38 894	38 894
Actifs financiers disponibles à la vente						10 531	10 531						8 318	8 318
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	12 696	3 460	2 153	5 012	773	1 083	25 177	6 379	2 747	1 284	6 946	3 848	17	21 221
Prêts et créances sur la clientèle	24 882	30 953	24 581	43 736	43 921	15 742	183 815	25 764	39 645	35 949	30 049	32 153	16 815	179 774
Placements détenus jusqu'à leur échéance		1 552	2 999	11 968	6 498		23 017		2 063	3 014	12 155	7 904		25 136
Actif d'impôt exigible						856	856						414	414
Actif d'impôt différé						793	793						522	522
Comptes de régularisation et autres actifs						6 095	6 095						6 441	6 441
Participations dans des entreprises mises en équivalence						643	643						631	631
Immeubles de placement						3 824	3 824						3 746	3 746
Immobilisations corporelles						7 303	7 303						6 989	6 989
Immobilisations incorporelles						938	938						829	829
Ecarts d'acquisition						852	852						852	852
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>53 076</b>	<b>35 965</b>	<b>29 733</b>	<b>60 716</b>	<b>51 192</b>	<b>82 663</b>	<b>313 345</b>	<b>44 298</b>	<b>44 454</b>	<b>39 647</b>	<b>49 150</b>	<b>43 905</b>	<b>84 468</b>	<b>305 923</b>
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux							0							0
Possifs financiers à la juste valeur par résultat			1 769			6	1 775				2 098			2 098
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 383	26 699	5 263	6 101	502	11	44 959	10 642	27 913	5 220	5 666	249	18	49 708
Dettes envers la clientèle	151 630	27 789	15 973	2 729	0	664	198 785	142 662	27 200	15 089	5 099	0	0	190 050
Titres de créance émis		1 620	5 353	8 128	0	0	15 101		1 268	5 518	5 900	500	0	13 186
Passif d'impôt exigible						741	741						641	641
Passif d'impôt différé						1 599	1 599						1 198	1 198
Comptes de régularisation et autres passifs						13 420	13 420						14 279	14 279
Provisions						832	832						685	685
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		1 783	56	0	9 610	0	11 449			286	1 897	8 193	116	10 493
Capitaux Propres						24 684	24 684						23 583	23 583
<b>TOTAL PASSIFS</b>	<b>158 013</b>	<b>57 891</b>	<b>28 414</b>	<b>16 958</b>	<b>10 112</b>	<b>41 957</b>	<b>313 345</b>	<b>153 303</b>	<b>56 382</b>	<b>26 114</b>	<b>20 661</b>	<b>8 942</b>	<b>40 521</b>	<b>305 923</b>
<b>GAPS DE LIQUIDITE</b>	<b>-104 937</b>	<b>-21 926</b>	<b>1 319</b>	<b>43 758</b>	<b>41 080</b>	<b>40 706</b>	<b>0</b>	<b>-109 005</b>	<b>-11 928</b>	<b>13 533</b>	<b>28 490</b>	<b>34 963</b>	<b>43 947</b>	<b>0</b>

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur Economique des fonds propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes.

Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

### Sensibilité de la valeur du portefeuille bancaire

Des simulations de stress testing sont effectuées afin d'évaluer l'impact d'une variation des taux sur la marge d'intérêt ainsi que sur la valeur Economique des Fonds Propres.

A fin décembre 2017, l'impact d'une variation des taux d'intérêt de 200 pbs sur la marge d'intérêt est estimé à 91 MDH, soit 1,5% du PNB prévisionnel 2017, inférieur à la limite ALCO fixée à 5%.

La variation de la valeur économique des Fonds Propres face à un choc de taux de 200pbs, est estimé à 1 153MDH soit 6,8% des Fonds Propres réglementaires, inférieure à la limite ALCO fixée à 20%.

### 8.6. RISQUE DE MARCHÉ

La gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa s'inscrit dans le cadre du respect des normes réglementaires telles que définies par les autorités de tutelle et l'application des saines pratiques de gestion définies au niveau international notamment par les accords de Bâle.

Les risques sur les opérations de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

des prix du marché, ils recouvrent pour le Groupe BMCE Bank of Africa notamment :

- Le Risque de taux d'intérêt ;
- Le Risque de change ;
- Le risque de crédit sur opérations de marché.

#### Cartographie des instruments.

La cartographie des produits traités au niveau du portefeuille de négociation du Groupe BMCE Bank of Africa se répartit par facteur de risque comme suit :

Produits de change	Change cache
	Change au comptant
	Change à terme
	Dérivés de change
	Swap de change
Produits sur titres de propriété	Titres de propriété
	Dérivés sur actions/indices
	OPCVM Actions
Produits de taux	I- Prêts/Emprunts corporate et interbancaires
	Taux fixe (MAD et devises)
	Taux variable (MAD et Devises)
	II- Titres de créances négociables et titres obligataires
	II-1 Titres souverains (inclus : titres émis par le Royaume du Maroc)
	Taux fixe (MAD)
	Taux Variable (MAD et Devises)
	II-2 Titres émis par des établissements de crédit et entreprises
	Taux fixe (MAD)
	Taux Variable (MAD et Devises)
	III- Prêts/Emprunts de titres
	Prêts/Emprunts de titres
	Repo/reserves repo
	IV- Dérivés de taux
	Swaps de taux
	Future de taux
	Forward Rate Agreement
	V- OPCVM de taux
	OPCVM Monétaire
	OPCVM Obligataire
Produits sur matières premières dérivés de crédit	Futures sur matières
	Options sur futures sur matières premières
	Crédit default Swaps (CDS)
	Crédit Linked Note (CLN)

### 8.7.1. Dispositif de Gestion des Risques de Marché

#### 8.7.1.1. Gouvernance

Les principaux acteurs du dispositif de gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa sont :

- La Direction Générale qui met en œuvre les stratégies et politiques en matière de gestion des risques de marché approuvées par le Conseil d'Administration ;
- Le Comité Risques Groupe qui définit la politique de gestion des risques de marché Groupe et valide toute modification inhérente au pilotage des risques sur opérations de marché mise en œuvre au sein des différentes entités du périmètre;
- Le Comité Risques de Marché Groupe qui s'assure de l'efficacité du dispositif de pilotage des Risques de Marché du Groupe BMCE Bank Of Africa et de son adéquation avec la politique de gestion des risques de Marché Groupe;

- Le Département Risques de Marché Groupe qui centralise la gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank of Africa en tant que fonction indépendante des FrontOffice du Groupe, ce qui lui confère une objectivité optimale dans le pilotage des risques de marché et l'arbitrage entre les différentes activités sur opérations de marché ;

- Les Risk Managements Units des entités du Groupe BMCE Bank of Africa qui assurent un contrôle de premier niveau des activités de marché au sein leur entité et adressent des reporting récurrents au Management des Risques Groupe ;

- L'Audit Interne qui s'assure de la mise en oeuvre du dispositif de gestion des risques de marché ainsi que du respect des procédures en vigueur.

#### 8.7.1.2. Description du Dispositif de Gestion des Risques de Marché

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank of Africa s'articule autour de trois axes principaux:

- Limites ;
- Indicateurs de risques ;
- Exigences en fonds propres ;

##### 8.7.1.2.1. Limites

#### • Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites à priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

#### • Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit:

Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;

Les limites de positions;

Les limites de transaction.

Les limites de marché sont définies en VaR. Ainsi, le dispositif de gestion des limites est dynamique prenant en compte les fluctuations des différents facteurs de risque ainsi que les corrélations existantes afin de mieux apprécier la diversification du portefeuille.

#### • Limites réglementaires

En complément des limites mises en place en interne, le Groupe BMCE Bank of Africa s'assure du respect des limites réglementaires définies par Bank Al- Maghrib telles que :

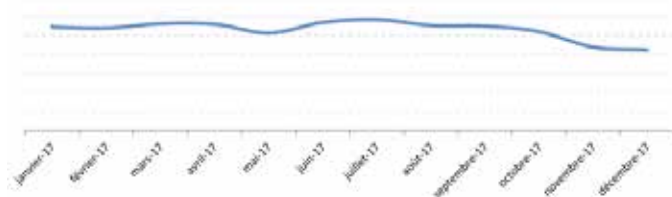
La limite sur la position en devise qui ne doit pas excéder 10% des fonds propres ;

La limite sur la position de change globale qui ne doit pas excéder 20% des fonds propres.

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

#### 8.7.1.2.2. Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se déclinent comme suit :



- Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Contrairement aux indicateurs de risques traditionnels, la valeur en risque combine plusieurs facteurs de risque et mesure leur interaction, prenant ainsi en compte la diversification des portefeuilles.

Un calcul quotidien de la Value-at-Risk globale et par classe d'actifs est assuré au niveau du Groupe BMCE Bank of Africa ainsi que son Backtesting.

- VaR stressée

Le Groupe a mis en place des scénarios pour le calcul de la Stressed VaR.

Le choix du Groupe s'est porté sur la période allant du 01-09-2008 au 01-09-2009. En effet pendant cette période nous avons pu assister à des événements créant une volatilité importante sur les marchés financiers.

Ces événements sont :

- La faillite de « Lehman Brothers » qui n'a pas pu faire face à la crise du « Subprime » ;
- Le creusement de déficit budgétaire américain de 1.000 Milliards \$ pour soutenir les marchés financiers ;
- La crise grecque et la contagion aux « PIIGS ».

Cependant, les marchés financiers marocains n'ont que très faiblement réagi à ces événements. Il a donc été considéré des scénarios simulés tel que réalisés sur le marché marocain :

- Fluctuation de la place de Casablanca à l'identique de celle des Etats-Unis,
- Fluctuation de la courbe des taux Dirham à l'identique de celle du \$us
- Répercussion de la volatilité Eur/usd sur les cours eur /mad et usd /mad
- Répercussion de la volatilité Eur/usd sur la volatilité eur /mad et la volatilité usd /mad.
- Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scénarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du

portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille. Les résultats des stress tests du risque de taux d'intérêt et du risque de change du portefeuille de négociation se présentent comme suit :

Au 31 Décembre 2017, les résultats des stress test se présentent comme suit :

Portefeuille Taux

1ère hypothèse : Translation parallèle de la courbe des taux de 25 bps

Ce scénario ressort avec un impact de 73 MMAD sur le P&L.

2ème hypothèse : Translation parallèle de la courbe des taux de 50 bps

Ce scénario ressort avec un impact de 145 MMAD sur le P&L.

Portefeuilles Actions

1ère hypothèse : Dépréciation de 15% de la valeur du portefeuille des actions.

Ce scénario ressort avec un impact de 8 MMAD sur le P&L.

2ème hypothèse : Dépréciation de 25% de la valeur du portefeuille des actions.

Ce scénario ressort avec un impact de 13 MMAD sur le P&L.

Change

1ère hypothèse : Appréciation ou dépréciation de 5% de la valeur du Dirham.

Ce scénario ressort avec un impact de 4 MMAD sur le P&L.

2ème hypothèse : Appréciation ou dépréciation de 10% de la valeur du Dirham.

Ce scénario ressort avec un impact de 7 MMAD sur le P&L.

Les résultats des stress test menés montrent que le Groupe dispose d'un niveau de fonds propres suffisant pour résister à des scénarii de stress défavorables et pour se conformer aux normes réglementaires même en cas de crise.





LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## 8.8. RISQUES OPERATIONNELS

Le risque opérationnel se définit comme étant le risque de pertes résultant de l'inadéquation ou la défaillance attribuables à des procédures, moyens humains, systèmes internes ou à des événements extérieurs, susceptibles d'impacter le bon déroulement de l'activité.

### 8.8.1. Politique de gestion des risques opérationnels

#### 8.8.1.1. Objectif de la gestion des risques opérationnels

Le dispositif de gestion des risques opérationnels a pour ambition de répondre à un triple objectif :

L'identification, l'analyse et l'évaluation des risques opérationnels ;

L'évaluation des contrôles internes ;

Le suivi des risques opérationnels via des indicateurs d'alerte ;

La maîtrise des risques opérationnels via la mise en place d'actions préventives et/ou correctives face aux risques majeurs identifiés.

Le dispositif de gestion des risques est revu et surveillé régulièrement, permettant une amélioration continue du dit dispositif.

#### 8.8.1.2. Classification

Les risques opérationnels peuvent être analysés, classifiés et hiérarchisés selon les principaux axes suivants : les causes, les conséquences (en termes d'impact financier ou autre), le score, la qualification et le niveau de maîtrise et qui sont classés par type d'événement bâlois.

##### 8.8.1.2.1. Liens avec les autres types de risque (risque de marché / risque de crédit)

La gestion des risques opérationnels est potentiellement liée à la gestion des autres risques (marché / crédit), et ce à deux niveaux :

· Au niveau global, la réflexion sur le niveau global d'aversion au risque de la Banque (et à terme sur l'allocation de fonds propres) se doit d'être analysée et suivie « trans-risques » ;

· Au niveau détaillé, certains risques opérationnels peuvent être générateurs de risque de marché / de risque de crédit.

##### 8.8.1.2.2. Organisation de gestion des risques opérationnels

Le cadre permettant la gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank of Africa est structuré autour de trois principes directeurs :

· Définir un dispositif cible en cohérence avec l'organisation Business du Groupe BMCE Bank of Africa et inspiré des meilleures pratiques ;

· Impliquer et responsabiliser les métiers et filiales dans la gestion au quotidien des Risques Opérationnels ;

· Veiller à la séparation des fonctions d'Audit/Contrôle et de Gestion des Risques Opérationnels.

La gestion des Risques Opérationnels Groupe BMCE Bank of Africa implique quatre entités majeures :

· Le Département Risques Opérationnels Groupe en central BMCE Bank ;

· Le Réseau BMCE Bank ;

· Les Directions Métiers BMCE Bank ;

· Les Filiales.

Des interlocuteurs risques opérationnels ont été désignés au niveau des entités précitées. Il s'agit des :

· Correspondants Risques Opérationnels (CRO);

· Coordinateurs Risques Opérationnels (CORO);

· Relais Risques Opérationnels (RRO).

Le périmètre de gestion des risques opérationnels concerne également différentes filiales du Groupe.

#### 8.8.1.2.3. Gouvernance de la gestion des risques opérationnels

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank of Africa est structurée en trois Comités Risques Opérationnels :

· Le Comité Risques Opérationnels Groupe qui se tient dans le cadre du Comité des Risques Groupe ;

· Le Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;

· Le Comité Risques Opérationnels Filiale ;

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

· L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques,

· L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de type de risques,

· L'état d'avancement des plans d'action préventifs/correctifs définis en vue de couvrir et traiter les risques opérationnels majeurs,

· Le montant de fonds propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

#### 8.8.1.4. Principes méthodologiques fondamentaux

Les objectifs stratégiques prioritaires du Groupe BMCE Bank of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels sont de deux types :

· Réduction de l'exposition aux risques opérationnels ;

· Optimisation des exigences en fonds propres relatives aux risques opérationnels.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques de l'établissement au travers de :

· La Collecte des événements,

· La Cartographie des risques opérationnels,

· Les Indicateurs clés de risques opérationnels (Key Risk Indicators).

Les données produites font partie intégrante de ces processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel.

L'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la direction de l'unité concernée, à la direction générale et au conseil d'administration. Le système de gestion est correctement documenté, permettant d'assurer le respect d'un ensemble formalisé de contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité.

Les auditeurs internes et/ou externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du

LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

risque opérationnel. Ces examens portent sur les activités des unités et sur la fonction indépendante de gestion du risque opérationnel.

La gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank of Africa est complètement automatisée au travers d'un outil dédié à savoir MEGA GRC. Ainsi, la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels et les indicateurs clés de risques sont aujourd'hui gérés au niveau de cet outil qui a été déployé au niveau de la Banque et des filiales marocaines et européennes.

#### 8.8.1.5. Maîtrise et atténuation des risques opérationnels

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurances ;
- Éviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Élaborer des plans de continuité d'activité ;
- Assurer une surveillance étroite du respect des limites de risque ou des seuils assignés.

Le Groupe BMCE Bank of Africa dispose d'un très fort dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicités au préalable.

Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

#### 8.8.2. Plan de continuité de l'activité

Le plan de continuité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques.

Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

Une organisation de secours cible est mise sur pied, en même temps que des lieux et des systèmes de backup alternatifs. Un projet spécifique est en cours de réalisation au niveau du groupe avec en priorité des plans de contournement de sinistre.

Les principes stratégiques transverses de la continuité des activités sont les suivants :

- BMCE Bank a la responsabilité sociale de permettre à sa clientèle de disposer des liquidités qu'elle lui a confiées. Le non-respect de cette obligation en temps de crise pourrait avoir un impact sur l'ordre public.

Ce principe prévaut sur tous les autres ;

- BMCE Bank doit garantir ses engagements envers le système de compensation interbancaire sur la place marocaine ;
- BMCE Bank entend respecter en priorité les engagements juridiques et contractuels (relatifs aux domaines Crédits et Engagements) qu'elle a souscrits, avant de prendre d'autres engagements ;

- BMCE Bank entend maintenir sa crédibilité internationale et garantir en priorité ses engagements vis-à-vis des correspondants étrangers ;

- Les clients du Groupe BMCE Bank of Africa sont prioritaires par rapport aux autres bénéficiaires de ses services ;

- Les services sont pris en compte dans leur réalisation « Front to Back » (par exemple, de l'agence jusqu'à la comptabilisation).

#### 8.7.3. Measurement of capital adequacy

Le Groupe BMCE Bank of Africa a opté pour l'approche standard telle que présentée dans les circulaires de Bank Al-Maghrib, exigeant le respect du ratio des fonds propres de base de 9% et celui global de solvabilité de 12%, aussi bien sur base sociale que consolidée.

Ces seuils calculés pour le Groupe BMCE Bank of Africa respectent les prérogatives réglementaires établies par Bank Al-Maghrib.

Social	déc-17	juin-18	déc-18	juin-19
Fonds propres Tier One	12 124	12 271	12 403	13 138
Total Fonds propres	17 532	17 880	18 413	19 389
Actifs pondérés	127 923	128 514	128 930	132 089
Ratio Tier I	9,50%	9,50%	9,60%	9,90%
Ratio de Solvabilité	13,70%	13,90%	14,30%	14,70%

conso	déc-17	juin-18	déc-18	juin-19
Fonds propres Tier One	21 055	21 629	21 945	23 738
Total Fonds propres	28 368	28 775	29 492	31 119
Actifs pondérés	226 447	232 197	237 947	247 341
Ratio Tier I	9,30%	9,30%	9,20%	9,60%
Ratio de Solvabilité	12,50%	12,40%	12,40%	12,60%

#### Niveau d'exposition relatif au risque de contrepartie conformément aux méthodes appliquées sur les éléments hors bilan

ACTIFS PONDERES AU TITRE DU RISQUE DE CREDIT 31/12/2017	
Types d'expositions	Actifs pondérés après ARC
Eléments du bilan	151 492 990
Eléments de Hors - bilan : Engagements de financement	5 633 606
Eléments de Hors - bilan : Engagements de garantie	10 404 375
Risque de contrepartie : Cessions temporaires de titre relevant du portefeuille de Bancaire	-
Risque de contrepartie : Cessions temporaires de titre relevant du portefeuille de négociation	289 940
Risque de contrepartie : produits dérivés relevant du portefeuille bancaire	-
Risque de contrepartie : produits dérivés relevant du portefeuille de négociation	269 457
<b>Autres Actifs / Autres Eléments</b>	<b>26 453 633</b>
<b>Risque règlement / livraison</b>	<b>250 736</b>
<b>Total</b>	<b>194 544 001</b>



LET'S DREAM  
TOGETHER OF  
A NEW RESPONSIBLE  
WORLD...

## COMPOSITION ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

### Principales Caractéristiques des Eléments Constituant les Fonds Propres

BMCE Bank est dotée d'un capital social de DH 1 794 633 900, composé de 179 463 390 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 DH, entièrement libéré. Chaque action ordinaire donne un droit de vote.

A fin décembre 2017, le total des dettes subordonnées à durée déterminée s'élève à près de DH 6,6 milliards.

### Evaluation de l'Adéquation des Fonds Propres

Le Groupe BMCE Bank of Africa a opté pour l'approche standard pour le calcul des actifs pondérés à risque telle que présentée par les circulaires de Bank Al Maghrib (BAM).

Depuis le 30 Juin 2014, les déclarations de solvabilité s'effectuent selon les standards réglementaires de Bâle III définis par BAM.

Ainsi, le mode de calcul des fonds propres a été revu à la lumière de cette nouvelle réglementation et des mesures transitoires ont été mises en place sur une période courant jusqu'à 2019.

Les circulaires régissant ces déclarations sont les suivantes :

- Circulaire n° 26/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres selon l'approche standard pour la couverture des risques de crédit, de marché et opérationnels des établissements de crédit ;
- Circulaire n° 8/G/2010 relative aux exigences en fonds propres pour la couverture des risques de crédit, de marché et opérationnels selon les approches internes aux établissements de crédit ;
- Circulaire n° 14/G/13 relative aux exigences en fonds propres établissements de crédit

### Composition des Fonds Propres et ratio de solvabilité

<b>Fonds propres de base</b>	<b>19 045 920</b>
<b>Eléments à inclure dans les fonds propres de base</b>	<b>22 295 260</b>
Capital social ou dotation	1 794 634
Réserves consolidés y compris les primes liées au capital et non compris les réserves latentes	14 772 499
Report à nouveau créditeur	
Résultat net bénéficiaire du dernier exercice comptable	1 139 005
Intérêts minoritaires	4 589 122
<b>Eléments à déduire des fonds propres de base</b>	<b>3 249 340</b>
Good will	852 310
Autres ajustements des CET1	1 609 535
Immobilisations	573 559
Autres déductions	213 936
<b>Fonds propres additionnels</b>	<b>2 200 000</b>
Dettes subordonnées à durée indéterminée	2 200 000
<b>Eléments à déduire des fonds propres</b>	<b>191 186</b>
Immobilisations	191 186
<b>Fonds propres complémentaires</b>	<b>7 533 434</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	6 580 888
Ecart de réévaluation	748 058
Réserves latentes	204 488
<b>Eléments à déduire des fonds propres</b>	<b>220 186</b>
Immobilisations	191 186
Autres déductions	29 000
<b>Total</b>	<b>28 367 982</b>

Exigences en FP par type des risques	Déc. 2017
Risques de crédit pondérés	194 544 001
Risques de marché pondérés	9 304 885
Risques opérationnels pondérés	22 597 721
<b>Total des actifs pondérés</b>	<b>226 446 607</b>
<b>Fonds propres Tier 1</b>	<b>21 054 734</b>
<b>Ratio de fonds Tier 1</b>	<b>9,3%</b>
<b>Total des fonds propres admissibles</b>	<b>28 367 982</b>
<b>Ratio de Solvabilité</b>	<b>12,5%</b>

### 8.8.3. Responsabilité sociale et environnementale

Les enjeux RSE font partie intégrante du dispositif de gestion des risques opérationnels, à travers une démarche de gestion d'identification, d'analyse et d'évaluation et de suivi des risques.

Les systèmes d'identification, de mesure d'analyses internes des risques RSE est désormais étroitement lié à la gestion quotidienne des risques opérationnels.